

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

Irwin M. Wall



Irwin M. Wall est un spécialiste américain bien connu de la France et des relations franco-américaines. Professeur émérite d'histoire à l'université de Californie (Riverside) et *Visiting Scholar* à la New York University, il a publié plusieurs ouvrages sur ce thème, notamment *L'Influence Américaine sur la politique française, 1945-1954* (Balland, 1989) et *French Communism in the Era of Stalin: The Quest for Unity and Integration, 1945-1962* (1983), ainsi que de nombreux articles.



Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

Irwin M. Wall

préface de Georges-Henri Soutou

traduit de l'anglais

par Philippe-Étienne Raviart

Soleb

sommaire

préface		5
avant-propos		13
introduction		19
chapitre 1	De l'insurrection à la guerre	29
chapitre 2	L'affaire de Suez	63
chapitre 3	Dégénérescence du régime	111
chapitre 4	Sakiet Sidi Youssef et la mission de bons offices	157
chapitre 5	Fin de la IV ^e République et arrivée de De Gaulle	207
chapitre 6	De l'intégration à l'autodétermination	239
chapitre 7	Relecture d'une politique	291
chapitre 8	La paix	343
conclusion		387
postface	Cinquante ans après	399
notes	chapitre 1	413
	chapitre 2	416
	chapitre 3	420
	chapitre 4	425
	chapitre 5	429
	chapitre 6	431
	chapitre 7	436
	chapitre 8	440
	conclusion	443
	postface	443
bibliographie		445
index des pages 5 à 414		457
table des illustrations		464

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

4

chapitre

préface

Les États-Unis ont joué un rôle essentiel dans la guerre d'Algérie : les lecteurs de ce livre, fondé sur la masse des archives américaines et françaises, seront convaincus de ce fait, qui en surprendra sans doute plus d'un et qui éclaire la question d'un jour très neuf. En outre, Irwin Wall nous trace, en toile de fond, un tableau magistral de la guerre elle-même, y compris d'épisodes controversés comme l'enlèvement de Ben Bella ou le bombardement de Sakiet, ainsi que de la IV^e République finissante et des premières années de la V^e. Il nous rappelle à quel point, durant ces années, la guerre d'Algérie commandait aussi la politique extérieure du pays.

D'une chose les responsables américains sont dès 1954 convaincus : la France ne peut pas gagner la guerre et l'Algérie deviendra tôt ou tard indépendante. Outre leur anticolonialisme traditionnel, et la conviction que le conflit en Algérie, à la différence de celui d'Indochine, relève d'une autre catégorie que la guerre froide et donc ne justifie pas un soutien automatique à la politique française, tout au long de la crise leur politique est dictée par la conviction que la guerre d'Algérie compromet la participation effective de la France à l'Otan et risque de pousser l'Afrique du Nord dans les bras de Moscou (pas seulement l'Algérie mais aussi le Maroc et la Tunisie dont l'importance est ici pleinement mise en lumière et sur lesquels compte Washington pour promouvoir un nationalisme arabe anticommuniste).

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

5

préface

Les Américains sont furieux de la décadence et du désordre d'une IV^e République qu'ils avaient tant soutenue et, en même temps, excédés, ils n'hésitent pas à utiliser ses faiblesses pour faire avancer leurs thèses. Néanmoins ils savent le faire en ménageant leur allié, les débats à l'ONU en fournissent régulièrement la démonstration. L'intimité réelle (et qui n'est pas du tout unilatérale) que la guerre froide a créée entre les Alliés atlantiques joue ici à plein : Washington est convaincu que la France a tort mais la pousse à libéraliser sa politique algérienne de façon dans l'ensemble habile et prudente, n'hésitant pas à accorder une aide financière considérable à Paris au début de 1958, malgré les reproches du monde arabe qui accuse l'Amérique de financer ainsi la guerre. Deux exceptions à cette relative mais incontestable réserve américaine : l'affaire de Suez (même si initialement Dulles comprend mieux que Eisenhower le poids de la crise algérienne dans les réactions françaises à l'égard de Nasser et perçoit que la présence française en Algérie présente des aspects particuliers qui ne simplifient pas le problème) et l'affaire de Sakiet. Mais, dans les deux cas, ce qui inquiète Washington, c'est l'extension possible du conflit, le risque de favoriser l'influence soviétique et la possibilité de voir le peuple français, découragé, basculer dans le neutralisme, voire le communisme.

Ce qui les inquiète aussi, c'est l'ambition des objectifs français : encore après le cessez-le-feu en Égypte en novembre 1956, Paris, en grande partie à cause du ressentiment provoqué par l'attitude américaine, développe à l'automne 1956 un considérable programme : un armement nucléaire (éventuellement en collaboration avec l'Allemagne et l'Italie) ; une relance européenne ; une « Eurafrique » reposant sur une Afrique du Nord largement contrôlée par la France (même le Maroc et la Tunisie, pour lesquels on ne conçoit pas encore une indépendance véritable, c'est un des apports de ce livre) ; une politique toujours ambitieuse au Moyen-Orient ; une révision de l'Otan pour donner plus de poids à la France. Tout cela

(sauf la relance européenne) n'est pas conciliable avec la vision internationale de Washington et sera d'ailleurs repris par de Gaulle jusqu'en 1962, c'est un autre des grands apports de l'ouvrage.

À cela s'ajoute l'effet produit par la façon dont la IV^e République conduit ses affaires : dans un climat de compétition entre des ministres qui paraissent ignorer le concept même de solidarité gouvernementale, comme les Américains, fort bien informés, s'en rendent compte dans l'affaire de l'enlèvement de Ben Bella ; ou même dans une atmosphère de complot destiné à abattre le régime, comme la gestion de l'affaire de Sakiet par Chaban-Delmas le fait se demander. Dans ces conditions, on comprend pourquoi Washington a mené l'affaire des « bons offices » avec la Tunisie sans aucun égard pour les difficultés dans lesquelles se trouvait Paris, en utilisant la crise pour souligner plus fermement que jamais que la France devait négocier avec le FLN, alors que la Grande-Bretagne était beaucoup plus prudente et l'Allemagne et les Pays-Bas hostiles, sur ce point, à l'attitude des États-Unis. On comprend la parfaite placidité de l'Amérique lors de la chute de la IV^e et même le soutien discret accordé à de Gaulle qui, par des émissaires discrets, donne à Washington des garanties : la réforme des institutions renforcerait la présidence sans dérive autoritaire, la politique suivie ne serait opposée ni aux États-Unis, ni à l'Otan, ni à l'Allemagne, le Marché commun serait mis en place, pour l'Algérie et l'Afrique on instituerait une sorte de Commonwealth et on accepterait le cas échéant l'indépendance. Tout cela convenait à Washington et annonçait d'ailleurs la politique effectivement suivie par Paris jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie.

Certes, les divergences bien connues entre de Gaulle et les Américains (en particulier sur la force de frappe et la volonté du Général de réorganiser l'Alliance atlantique autour du trio Washington-Londres-Paris) appaurent tout de suite. Mais ce livre a le mérite de montrer que l'Algérie reste centrale dans la relation franco-américaine, même après 1958 : Washington

demeure persuadé qu'une négociation avec le FLN en vue de l'indépendance est la seule issue, tandis que de Gaulle, contrairement à une opinion fréquente, jusque dans l'historiographie, n'a pas encore du tout renoncé à l'Algérie. Et toute sa politique envers Washington est à reconsidérer en fonction de ce facteur : par exemple, le fameux mémorandum du 17 septembre 1958 sur la réorganisation de l'Alliance a aussi pour but d'obtenir le soutien des États-Unis et de la Grande-Bretagne au maintien de la présence française en Algérie (et dans le reste de l'Afrique du Nord et en Afrique noire). D'autre part, Irwin Wall montre de façon convaincante que le Général a aussi défini ses positions et ses reculs successifs (« paix des braves », autodétermination, reconnaissance du FLN comme interlocuteur unique, abandon du Sahara) avec un œil sur Washington et l'ONU, afin d'obtenir un appui international pour sa politique algérienne : chez lui, l'indépendance n'excluait pas l'intelligence. En effet, de Gaulle n'a renoncé ni tout de suite ni facilement à un rôle prééminent de la France en Algérie : le plan Challe et le plan de Constantine sont là pour en témoigner. La réussite de cette politique aurait été la pierre angulaire du grand projet gaullien : placer la France au centre de trois cercles concentriques, un directoire franco-anglo-américain, une Europe des Six emmenée par Paris, l'« Eurafrique », chacun des trois éléments renforçant les titres qu'avait Paris à jouer un rôle important par rapport aux deux autres.

Mais les différents axes de ce projet échouèrent les uns après les autres : Washington n'accepta pas le directoire, aussi à cause de l'Algérie ; en Algérie, les difficultés objectives de la situation, l'attitude du FLN, des militaires, des Européens mais aussi les maladroites du Général — au départ trop raide, à la fin trop laxiste — dans ses négociations avec le FLN conduisirent à l'échec dramatique du projet d'une Algérie algérienne mais liée à la France ; de Gaulle, d'ailleurs, ne chercha pas à s'appuyer sur Washington ni sur la Tunisie et le Maroc pour amener le FLN à plus de compréhension. Et les Européens ne voulurent pas suivre Paris, dans la mesure justement où

les relations franco-américaines restaient mauvaises. Tout se tenait dans un enchaînement dont l'Algérie restait le maillon essentiel. Mais Irwin Wall est convaincu, à mes yeux très justement, que le projet d'ensemble gaullien (qui n'était d'ailleurs pas fondamentalement différent de celui de la IV^e République à partir de 1956) n'était pas condamné d'avance et aurait pu réussir dans une certaine mesure si le Général s'était montré plus souple et moins arrogant avec ses différents partenaires.

Irwin Wall pousse sa réflexion jusqu'à la situation actuelle, post-2001 et post-2003. Il montre que le fameux projet d'un monde multipolaire, où les États-nations collaborent pacifiquement dans le respect de leur indépendance et en dépassant aussi bien les idéologies que les empires, projet censé marquer la continuité de la politique extérieure française de Charles de Gaulle à Jacques Chirac, repose sur une reconstruction historique mythique. Le projet fort ambitieux d'une France à l'intersection des trois cercles, occidental, européen, « eurafricain », projet qui marqua la fin de la IV^e et les débuts de la V^e jusqu'en 1962, était en fait tout différent. Il ne pouvait se concevoir d'ailleurs que dans le cadre d'un monde bipolaire : le grand secret est ici que la France a été le principal bénéficiaire de la guerre froide qui lui assurait la division de l'Allemagne (donc le leadership en Europe), la garantie américaine recherchée en vain depuis 1919 et la valorisation des atouts français, y compris africains et nucléaires. À partir de 1962, de Gaulle changea de politique et commença à travailler à la reconstruction d'un concert européen modernisé incluant la Russie, grâce au déclin de l'idéologie communiste, et reposant sur une série d'équilibres croisés (l'URSS aidant la France à conserver l'ascendant sur l'Allemagne, cet ascendant permettant à Paris de regrouper l'Europe occidentale et ainsi d'équilibrer l'URSS, Washington restant l'ultime recours). Certes, ses conceptions théoriques sur l'état du monde n'avaient pas changé depuis la Seconde Guerre mondiale, certes il souhaite d'emblée remettre en cause l'intégration au sein de l'Otan. Mais sa politique

effective changea à partir de 1962-1964, après l'échec de la première phase. Là Irwin Wall s'oppose, à mon avis avec raison, au courant historiographique majoritaire en France selon lequel de Gaulle avait en tête dès 1958 toute sa politique des années 1964-1968 (éloignement des États-Unis et de l'Otan, rapprochement avec l'Est et le Tiers-Monde); simplement, estime ce courant, dans la première phase de Gaulle était freiné par le boulet algérien dont il aurait compris d'emblée qu'il devait se débarrasser le plus vite possible. En fait les choses sont beaucoup moins simples et tournent d'ailleurs en grande partie autour de l'Algérie: tant que de Gaulle pensa que la France pourrait y conserver une présence et une influence, et Dieu sait s'il s'y employa, il poursuivit son projet des trois cercles. Ce ne fut qu'après l'échec de sa politique algérienne (qu'il faut bien qualifier ainsi, c'est le point central) qu'il entama une autre phase de sa politique extérieure.

Cette déconstruction du mythe d'une politique gaullienne permanente sous la V^e République de 1958 à maintenant n'est pas sans conséquence pour l'analyse des rapports franco-américains actuels. Si avec le thème de la « multipolarité », si à la mode à Paris, on veut dire que le monde évolue, après la fin de la guerre froide, vers un ensemble multilatéral de sous-équilibres régionaux, étant entendu que Washington ne pourra pas tout régenter mais étant admis aussi que dans chacun de ces sous-équilibres les États-Unis continueront à jouer un rôle éminent, on ne s'éloigne pas de la conception du Général avant 1962, et bien des Américains, comme Henry Kissinger qui en fait l'axe de ces interventions depuis quelques années, seront d'accord, ainsi que nos partenaires européens. En revanche si on veut signifier, comme de Gaulle se laissa aller à le dire à partir de 1966, en particulier aux Soviétiques, que les États-Unis devraient être renvoyés à un rôle périphérique, alors là, en dehors peut-être de la Chine et de l'islamisme radical, personne ne suivra Paris. Même pas au nom de l'« Europe-puissance », notion ambitieuse mais qui ne paraît pas rejoindre la vision de nos partenaires; ou du moins ceux-ci, pas

plus qu'à l'époque de l'échec du Plan Fouchet, ne sont disposés à promouvoir une Europe-puissance qui servirait surtout de multiplicateur à une puissance française déclinante et de couverture à une politique nationale d'inspiration en fait traditionnelle.

Derrière les attitudes hypocrites, certains Français eux-mêmes se demandent en fait depuis la fin de la guerre froide et la réunification allemande si au fond l'Europe-puissance ne tournerait pas désormais davantage autour de Berlin que de Paris. Certains s'étaient d'ailleurs demandé, c'était sans doute le sens profond du rapprochement avec l'Otan tenté par Jacques Chirac en 1995-1996, si un réchauffement des relations avec Washington et avec l'Alliance ne serait finalement pas un meilleur moyen que la poursuite de la construction européenne pour consolider le rôle international de la France? Encore en 1995 en Bosnie et en 1999 au Kosovo, Paris a agi beaucoup plus dans un cadre atlantique que dans un cadre européen, et largement, rappelons-le, en dehors de l'ONU. L'option américaine a toujours existé à Paris, même du temps du Général. L'attitude française en 2003 a ses raisons, mais elle n'apparaissait pas donnée d'avance, loin de là.

Pour l'avenir et après la crise irakienne (à l'occasion de laquelle le débat franco-américain a été pratiquement inversé par rapport à celui qui eut lieu à l'occasion de l'expédition de Suez!), le plus sage, pourraient conclure les lecteurs, serait sans doute de revenir à un développement progressif et raisonnable de l'identité européenne en matière de politique extérieure et de défense, sans vouloir rivaliser avec Washington, mais en s'efforçant de rééquilibrer l'Alliance, point dont nos partenaires, y compris les Allemands et même les Britanniques, reconnaissent aujourd'hui la nécessité. C'est au fond ce qu'essaya de faire Félix Gaillard pendant son court mais important passage au gouvernement: il n'y avait chez lui aucune tentation d'Europe «Troisième force», à la différence de bien des responsables français, mais une volonté d'adapter et de rééquilibrer l'Alliance. Mais, et c'est une leçon de ce

livre, ce qui eût été à la rigueur possible avec des hommes comme Dulles et Eisenhower (mais pas avec la plupart des responsables de leur temps, en fait déjà souvent tentés par l'unilatéralisme et qui ne voyaient pas d'intérêt à aider la France à maintenir son rôle international), paraît beaucoup plus difficile aujourd'hui : la politique américaine actuelle a changé radicalement par rapport à cette époque, elle a changé dans ses méthodes (« la mission définit la coalition », ce qui est un désaveu de toute la politique américaine à l'époque de la guerre froide et dans les années 1990) et dans sa perception du monde. Celle-ci est d'ailleurs beaucoup moins en phase avec la réalité qu'elle ne l'était, finalement, à l'époque décrite par ce livre. L'avenir nous dira s'il s'agit d'une période passagère, n'excluant pas à terme un retour du balancier vers plus de collaboration et d'équilibre transatlantique, ou s'il s'agit d'un changement structurel durable. Le livre d'Irwin Wall nous permet de mieux comprendre les paramètres des conditions à réunir pour parvenir à une refondation de la relation franco-américaine, et aussi de nous souvenir que, quoi qu'on en ait, et pour le meilleur et pour le pire, les États-Unis sont bien présents dans les affaires françaises depuis la Seconde Guerre mondiale.

Georges-Henri Soutou
professeur à l'université de Paris-Sorbonne (Paris IV)

avant-propos

L'étude du rôle des États-Unis dans la guerre d'Algérie présentée ici aux lecteurs français a d'abord été publiée en anglais, en 2001, par University of California Press. Le contenu de la présente édition diffère très peu de celui de l'édition américaine. Quelques travaux, encore à l'état de manuscrits en 2001, ont été publiés depuis et intégrés dans les notes, mises à jour en conséquence. Un certain nombre d'ouvrages parus ces cinq dernières années ont été pris en compte dans le nouveau texte, essentiellement la biographie de De Gaulle due à Éric Roussel. Mais rien de ce que j'ai lu ou vu depuis la première publication ne m'a amené à remettre en cause les conclusions auxquelles j'étais arrivé, et, à ma connaissance, aucune étude comparable à celle-ci n'a été entreprise depuis. J'ai donc conservé, à quelques détails près, le texte de 2001. Mais entre-temps, le déclenchement de la guerre en Irak, en 2003, et l'impact considérable que cela a eu sur les relations franco-américaines ont suscité, de bien des côtés, des comparaisons et des rapprochements avec la guerre d'Algérie. En tant qu'historien de cette guerre, je ne pouvais pas ne pas être sensible, moi aussi, aux relations possibles entre les deux conflits. Je propose donc, dans une postface à cette nouvelle édition, quelques réflexions sur les effets que la guerre d'Algérie et celle d'Irak ont eus chacune sur les relations franco-américaines.

J'ai d'abord conçu ce livre comme une sorte de suite de mon étude précédente, *L'influence américaine sur la politique française 1945-1954*. Après avoir examiné le rôle crucial joué par les États-Unis dans l'établissement

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

13

avant-propos

et le fonctionnement de la IV^e République durant ses premières années, j'ai eu la curiosité de voir s'ils en avaient eu un également — et si oui lequel — dans l'effondrement du régime et l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, en mai 1958, double conséquence de quatre années de guerre en Algérie. C'étaient évidemment les archives du département d'État à Washington qui m'intéressaient. Mais en même temps les archives diplomatiques françaises devenaient accessibles elles aussi. J'avais travaillé au Quai d'Orsay sur les documents concernant les relations franco-américaines, mais, avant la sortie des volumes des Documents diplomatiques français, qui couvrent l'ensemble de la diplomatie française, je ne pouvais pas imaginer que toute la politique française dans le monde, de 1954 à 1962, avait été entièrement dominée, comme elle l'a été, par la guerre d'Algérie. Je ne pouvais pas prévoir non plus que ces documents révéleraient une telle continuité entre la politique internationale de la IV^e République et celle du général de Gaulle.

Quelles qu'aient été mes hypothèses de départ, et elles étaient vagues, elles n'avaient rien de commun avec ce que ma recherche m'a fait découvrir. Je ne m'attendais pas ainsi à voir Washington faire officiellement bon accueil à de Gaulle, ni à trouver dans les documents américains tant de détails sur le fonctionnement intérieur de la IV^e République et sur ses conflits avec son armée et son administration coloniale. Le chapitre IV, sur l'affaire de Sakiet, est donc une sorte d'excursus ; entre les sources américaines et les archives de l'armée française à Vincennes, je crois que j'ai réussi à expliquer, mieux au moins qu'on ne l'avait fait jusque-là, le mécanisme des problèmes entre civils et militaires qui ont conduit à l'effondrement du régime. Spécialiste de la France contemporaine, je prie les historiens des relations internationales de bien vouloir excuser ce qui pourrait leur apparaître comme un excès de détails. Encore une fois, j'ai été étonné de ce que j'ai découvert, à savoir que la crise du régime s'expliquait moins par l'impuissance des gouvernements de la IV^e République à se faire obéir de leur administration ou de l'armée que par les divisions internes

de ces gouvernements, qui paralysaient ou sabotaient leur action, les titulaires des grands portefeuilles régnant sur leurs ministères comme sur autant de fiefs autonomes. Cette impuissance exaspérait Américains et Britanniques et elle mettait même en péril la sécurité des Occidentaux. Pas étonnant, dès lors, que les États-Unis aient aidé à la chute de la IV^e République à partir du moment où existait une alternative viable, qui s'appelait de Gaulle.

En 1990, à l'initiative de la fondation Charles de Gaulle, une série de conférences fut organisée pour célébrer le centenaire de la naissance de l'homme du 18 juin. Aux universitaires étrangers il avait été demandé de faire des recherches dans leurs archives nationales pour mettre en lumière l'éclat international, le « rayonnement » de l'influence de De Gaulle dans le monde. Dans l'impressionnante assemblée de personnes invitées, les Américains étaient, semble-t-il, les plus nombreux. Pour ma modeste part, j'avais à traiter de De Gaulle et Truman, ce qui n'a évidemment guère de rapport avec le sujet de ce livre. Mais ce qui en a, c'est que je partageais alors l'admiration des Français pour de Gaulle, comme le faisaient, je pense, la plupart des participants à cette semaine de conférences. Je restais cependant perplexe devant la quasi-absence de regard critique sur de Gaulle qui caractérisait aussi bien les conférences « officielles » que les « conférences préparatoires » qui les avaient précédées. J'avais suivi celle de Columbia et, cité par le New York Times, j'avais dit mon impression d'assister moins à une réflexion historique qu'à « la canonisation d'un saint ». À vrai dire je déplorais surtout qu'il n'y ait pas de débat sur les événements de Mai-68, directement responsables, à retardement, de la retraite de De Gaulle. Cela dit, je croyais alors, comme tout le monde, que, malgré ses erreurs, l'homme qui avait sauvé l'honneur de la France en 1940 était aussi celui qui avait prudemment et méthodiquement débarrassé son pays du fardeau algérien après 1958 et l'avait engagé dans une politique résolue d'indépendance avec pour but la création d'un monde multipolaire par opposition au monde bipolaire de l'époque.

Là aussi les documents me réservaient des surprises. Dans ma recherche, je crois que j'ai « découvert », au sens précis du mot (si l'on veut bien admettre que le récit de l'historien doit relever de la science et non de l'élaboration d'une fiction), que de Gaulle, contrairement à ce qu'ont cru la plupart des historiens, voulait que l'Algérie reste française et qu'il n'avait pas eu l'intention de décevoir les espoirs de ceux qui l'avaient porté au pouvoir ; que la guerre d'Algérie a sous-tendu quasiment toutes les initiatives diplomatiques qu'il a prises de 1958 à 1962 avec cette idée en tête ; que la raison principale de l'échec de ses initiatives, pendant cette période, est qu'il n'est pas parvenu à convaincre les Américains de coopérer avec lui et que c'est seulement alors qu'il a commencé à penser à une « indépendance » diplomatique. Du coup, ce qui devait n'être dans mon livre qu'un chapitre de conclusion sur la façon dont de Gaulle avait réglé le problème algérien responsable de la fin de la IV^e République a pris de toutes autres proportions : j'ai dû consacrer trois chapitres à la façon dont il a intensifié et prolongé inutilement la guerre, pour aboutir finalement à la pire conclusion qu'on ait pu imaginer : un déchaînement de violence sans précédent du côté des colons européens et le « rapatriement » en France, dans les plus mauvaises conditions, de la quasi-totalité des pieds-noirs installés là-bas depuis des générations et qui, pour beaucoup, n'avaient pas eu d'autre « patrie » que l'Algérie. Si je ne me suis pas trompé, le général de Gaulle devrait rejoindre, dans l'opinion que nous avons d'eux, d'autres géants dont un des pieds au moins était d'argile. Cela dit, la lecture que je fais des huit années de la guerre d'Algérie prêterait sans doute à discussion, mais j'en assume l'entière responsabilité, comme celle des erreurs que des lecteurs pourraient malheureusement relever dans les pages qui vont suivre.

Au cours de la rédaction de cet ouvrage, j'ai contracté des dettes de reconnaissance envers bien des personnes. J'ai plaisir à les reconnaître ici. Plusieurs collègues que je tiens en haute estime et que j'ai le privilège de compter parmi mes amis ont bien voulu lire et commenter mon manuscrit :

Gérard Bossuat, William Cohen, Helmut Gruber, Fred Logevall, David Schalk et John Sweets. D'autres amis m'ont apporté leur aide et redonné de l'énergie au long de mon travail, en particulier John Kim Munholland, Richard Kuisel et Wayne Northcutt. Sheila Levine, de UC Press, m'a aidé à revoir le texte. Les bibliothécaires et les archivistes qui m'ont apporté leur concours sont trop nombreux pour que je puisse les citer nommément, mais je tiens à remercier particulièrement les responsables du prêt interbibliothèques de l'Université de Californie à Riverside. J'ai reçu une aide financière de plusieurs sources, toutes liées à l'Université de Californie, belle preuve du soutien que cette institution offre aux travaux de recherche de ses enseignants. En ce qui me concerne, ce m'est un plaisir de remercier l'Institute on Conflict and Cooperation de La Jolla, l'Institute for German and European Studies de Berkeley et le Research Committee of the Academic Senate of California, Riverside.

Depuis la parution de la présente étude, j'ai quitté Riverside et j'ai désormais le statut de Visiting Scholar à New York University : les ressources de sa bibliothèque, comme de celle de Columbia, m'ont été d'une aide inestimable. Pour cette édition française, je dois remercier particulièrement mon traducteur et collaborateur, Philippe-Étienne Raviart. Il a fait plus que traduire, il a retravaillé, réécrit, interprété et, au total, me semble-t-il, amélioré le texte original. De ses quelques mois d'efforts, comme de son amitié chaleureuse, depuis tant d'années, je lui serai toujours reconnaissant. Dans l'édition américaine, j'adressais mes remerciements, pour leur aide et leur soutien, à ma fille Alexandra et à mon épouse Sarah, hélas disparue depuis. Durant l'élaboration de cette nouvelle version, j'ai eu la chance de pouvoir compter sur la présence et le soutien de celle qui partage désormais ma vie, Judy Wall. C'est à elle, à son affection que je dois non seulement d'avoir pu poursuivre mon travail universitaire, mais, plus encore, d'avoir recommencé à vivre.

L'Algérie pendant la domination française

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

18

avant-propos



introduction

La guerre d'Algérie a duré huit ans ; huit années de guerre froide pendant lesquelles le monde a connu de profonds changements. Elle commence le 1^{er} novembre 1954, un an et demi après la mort de Staline, quelques mois après la signature des accords de Genève qui mettent fin à la guerre d'Indochine ; elle s'achève en mars 1962, quelques mois seulement avant la crise des fusées de Cuba qui ouvre une période de détente. En 1956, les Français et les Britanniques lancent l'expédition de Suez pour tenter de conserver le contrôle du canal, tandis qu'en Europe les Soviétiques écrasent la révolte hongroise. En 1959, les États-Unis sont au bord de la guerre nucléaire avec la Chine à propos des îles Quemoy et Matsu, cependant qu'en janvier le traité de Rome, signé deux ans plus tôt, entre en vigueur et donne naissance à la Communauté économique européenne. En mai de cette même année, l'affaire de l'avion espion américain U2 fait capoter la conférence au sommet de Paris ; et la crise de Berlin, ouverte en 1958, apaisée sans être dénouée, aboutit, en 1961, à la construction du mur. Ces années sont aussi celles où la question des rapports Nord-Sud arrive sur le devant de la scène, modifiant la donne internationale dominée jusque-là par la guerre froide et l'affrontement Est-Ouest. La conférence des non-alignés se tient à Bandung en avril 1955. Cette année-là, l'Organisation des Nations unies accueille quinze nouveaux membres. En 1962, elle en compte quatre-vingt sept et parmi eux plus de la moitié sont des

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

19

introduction

pays d'Afrique et d'Asie, dénonciateurs véhéments du colonialisme. Enfin, au plan intérieur, 1958 voit l'effondrement de la Quatrième République et le retour de De Gaulle au pouvoir, tandis que deux ans plus tard, Kennedy est élu à la Maison Blanche après les huit années de présidence d'Eisenhower.

Sur toutes les crises de cette époque la guerre d'Algérie a eu une incidence et toutes, inversement, en ont eu une sur elle. Au milieu des années cinquante, la France — comme la Grande-Bretagne et les États-Unis lui ont obligamment permis de le faire après la victoire alliée — continue de se considérer comme une grande puissance, l'un des Trois Grands. Mais, à partir de 1954, la guerre d'Algérie domine le débat politique et accapare toutes les ressources du pays, au point que, sur le plan international, la France en arrive à compter pour fort peu. Pendant la première moitié de ce qui ne sera officiellement considéré comme une guerre que quarante-cinq ans plus tard, en 1999, les troupes françaises sont retirées de l'Otan pour être engagées en Algérie, cependant que les gouvernements successifs se signalent par leur indécision et leur instabilité. Ensuite, de 1958 à 1962, de Gaulle se dépense inlassablement pour tenter de rétablir la situation internationale de la France, mais presque toutes ses initiatives viennent buter sur la question de l'Algérie, cancer inguérissable, jusqu'à ce que, pour finir, le pays accède à l'indépendance.

Six chefs de gouvernement se sont succédé pendant les huit années de guerre : Pierre Mendès France (juin 1954-février 1955), Edgar Faure (février 1955-janvier 1956), Guy Mollet (janvier 1956-mai 1957), Maurice Bourgès-Maunoury (mai-novembre 1957), Félix Gaillard (novembre 1957-mai 1958), et Charles de Gaulle — auxquels il faut ajouter Pierre Pflimlin, fugitif président du Conseil du 13 au 28 mai 1958. S'agissant de l'Algérie, tous ont poursuivi la même politique, à peu près d'accord sur ce point avec l'ensemble de la classe politique française. Leur objectif à tous a été de conserver l'Algérie à la France, même si tous ont caressé l'idée d'une autonomie interne limitée — le minimum nécessaire pour apaiser les Américains et l'opinion

internationale — tout en espérant que les progrès du développement économique et social permettraient finalement de convaincre la population musulmane de rester sous l'autorité de la France. Aucun d'eux ne s'est trouvé libre de faire ce qu'il voulait. Tous ont échoué. Et le dernier, Charles de Gaulle, devra finalement accorder à l'Algérie ce que, dès le début, quelques-uns en France, bien peu nombreux, avaient reconnu comme inévitable: l'indépendance. Le prix de cet échec a été la mort d'environ 25 000 Français et 300 000 musulmans, le gaspillage de centaines de milliards de francs, des crises monétaires et financières à répétition, en dépit de l'accroissement constant de la richesse nationale, et l'affaiblissement de la position internationale de la France, affaiblissement tel que lorsque de Gaulle sera de nouveau en mesure de faire entendre la voix de la France dans le monde, celui-ci pourra, sans inconvénient, ne pas l'écouter.

Le présent ouvrage se propose de placer la guerre d'Algérie dans son contexte international, de la traiter comme une crise mondiale et non comme une affaire française. Car l'action de la France en Algérie se trouvait soumise aux rudes contraintes des réalités internationales: guerre froide, ambitions soviétiques au Proche-Orient et en Afrique du Nord, aspirations du Tiers-Monde à l'indépendance, décolonisation — à laquelle la France était contrainte en Afrique Noire et au Maghreb — attitude de ses alliés européens, enfin, plus importantes que tout le reste, relations avec les États-Unis. En effet, plus les Français souhaitèrent s'affranchir des diktats de Washington et se libérer du joug anglo-saxon (dans la mesure où, plus d'une fois, l'influence américaine s'exerça conjointement avec celle des Britanniques) et plus ils furent contraints de reconnaître que, pour eux, aucune politique n'était possible qui n'eût l'accord des États-Unis, aucune action ne pouvait être engagée qui échappât à leur influence. Le poids écrasant de l'Amérique, les Britanniques, au reste, en firent eux aussi l'expérience quand, lors de l'expédition de Suez, ils tentèrent, avec la France et Israël, de mener une politique indépendante.

Après l'échec de l'opération, Anthony Eden fut contraint à une démission humiliante et son successeur, Harold Macmillan, s'appliqua à faire jouer aux Britanniques le rôle de fidèles seconds des Américains, estimant que Londres aurait finalement plus de poids comme sage conseiller de Washington que comme allié indépendant, voire opposant occasionnel. La France suivit un chemin opposé, celui de «l'indépendance», emprunté, à la suite de Mendès France, par les divers présidents du Conseil de la Quatrième République et illustré ensuite par de Gaulle dont la politique, à vrai dire, se distinguait peu, dans ses fondements et ses objectifs, de celle de ses prédécesseurs. Les historiens français se sont emparés de ce mot d'indépendance et ont voulu y voir le sceau de la grandeur de De Gaulle et de sa vision du monde. Mais la vérité est que cette indépendance, si fièrement proclamée, se trouva étroitement limitée par les contraintes de la guerre froide et l'hégémonie américaine.

Abordée d'un autre point de vue, l'inscription de la guerre d'Algérie dans un contexte international amène à montrer les liens existant entre les relations extérieures de la France et les soubresauts de sa politique intérieure, et à évaluer l'influence exercée sur cette dernière par des puissances étrangères, essentiellement les États-Unis. Entre 1954 et 1962, cette influence ne s'exerce plus avec le poids et dans les formes que l'on observe entre 1947 et 1954. Durant cette période, les États-Unis avaient joué un rôle considérable dans les affaires intérieures de leur alliée, d'abord grâce à de vastes programmes d'aide financière officielle (Plan Marshall en 1948, Pacte de défense et d'assistance militaire en 1950, puis système de crédits «off-shore» destinés à aider la France à équilibrer sa balance des paiements), ensuite grâce au financement direct de la guerre d'Indochine. Pendant ces années, Washington avait été représenté à Paris par des diplomates de grande valeur. Conseillés par des spécialistes de la politique française eux-mêmes très compétents, les ambassadeurs américains avaient mis à profit les ressources considérables du département d'État et de l'Administration de coopération

économique pour influencer directement sur le cours de la politique intérieure de la France en nouant des relations directes avec des groupes d'intérêts, avec la presse, les syndicats et les partis politiques. De son côté, la CIA avait dépensé en France des sommes considérables pour tenter de renforcer la position des leaders politiques pro-américains, utilisant largement le canal de l'AFL-CIO avec la volonté de renforcer les syndicats non-communistes. Les efforts de l'ambassade avaient aussi visé à stabiliser les gouvernements français successifs et à soutenir une idéale « troisième force » au centre de l'éventail politique, entre les deux menaces que représentaient, d'un côté, le parti communiste et, de l'autre, de Gaulle, considéré à l'époque par Washington comme un dangereux aventurier et un possible dictateur. Mais l'arrivée de Mendès France à la présidence du Conseil et la fin de la guerre d'Indochine, pendant laquelle les politiques française et américaine avaient radicalement divergé, avaient mis un terme aux interventions directes de Washington en France, dans les domaines financier et politique.

À partir de 1954 — et quoi qu'il en soit des activités de la CIA, dont les archives ne sont pas encore accessibles — l'ambassade américaine s'en tint à une politique de prudente réserve dans ses relations avec les groupes politiques français. Si certains responsables continuaient à fréquenter l'ambassade et à lui communiquer des informations confidentielles, c'était le plus souvent avec l'intention d'influencer la politique de Washington dans le sens qu'ils souhaitaient. Les Américains écoutaient ce qu'on leur disait et agissaient comme bon leur semblait, même s'il est vrai qu'après 1957 on vit Washington s'en remettre de plus en plus à l'avis des Britanniques pour savoir comment traiter avec la France en particulier et l'Europe en général. Malgré tout, les États-Unis, n'ignorant pas la fragilité des coalitions sur lesquelles s'appuyaient les gouvernements français, ne laissaient pas de s'inquiéter de leur instabilité. À partir de 1956, le problème algérien occupe une place croissante dans les préoccupations de Washington dont les relations avec le

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

23

introduction

monde arabe, l'Afrique et l'Asie pâtissaient du fait que le soutien apporté par l'Amérique à la France était perçu comme l'élément principal permettant à celle-ci de poursuivre la guerre en Algérie. C'est qu'en effet cette guerre se faisait avec des armes qui, pour bonne part, venaient des États-Unis, et cela des deux côtés, dans la mesure où, au départ, les rebelles utilisèrent des armes américaines prises aux troupes françaises. Mais il y avait plus : les Américains étaient bien conscients que la stabilité de la France et, par suite, semblait-il, toute la structure de l'Otan et de l'Alliance atlantique risquaient d'être sérieusement affectées par des interventions intempestives de Washington à propos de l'Algérie. La France en effet ne cessait de répéter que le problème algérien était un problème purement français pour lequel elle n'attendait qu'une seule chose des États-Unis : le soutien qu'ils devaient à un pays allié.

Mais, comme la guerre ne finissait pas, il apparut de plus en plus clairement que cette politique prudente menait à la catastrophe, toutes les tentatives de Washington venant buter sur le chaos permanent et l'instabilité de la Quatrième République. Le régime était incapable de restaurer la paix en Algérie, incapable de gagner la guerre aussi bien que de trouver une majorité en mesure de négocier la paix tout en imposant son autorité à la puissante infrastructure coloniale du pays, aux représentants des colons et même à une armée de plus en plus rebelle. Washington en arriva donc progressivement à la conclusion que le fond du problème c'était la politique même suivie jusqu'alors : soutenir coûte que coûte la Quatrième République, par crainte de voir s'installer un autre régime, de droite ou de gauche. Si l'on voulait que la paix se fasse, il fallait donc abandonner le régime en place, perspective de moins en moins inquiétante au fur et à mesure qu'il apparut que ce qui avait chance de lui succéder c'était non un front populaire avec participation des communistes, mais, plus vraisemblablement, un régime conservateur semi-autoritaire avec à sa tête Charles de Gaulle. Et quelle que fût la politique adoptée par celui-ci (rien ne permettait de penser

qu'il chercherait à obtenir la paix par d'autres moyens qu'une victoire sur le terrain), il était sûr que seul un régime dirigé par lui serait à même de régler, d'une manière ou d'une autre, la question algérienne. Ce qui paralysait la Quatrième République agonisante, c'était que toute action de sa part risquait de provoquer son effondrement et d'amener de Gaulle au pouvoir. Le Général, au contraire, pourrait agir parce que, dans un nouveau régime, il n'y aurait d'autre choix qu'entre lui et un gouvernement à direction ou au moins à participation communiste, deux éventualités également inacceptables à Paris et à Washington. Cela étant acquis, les États-Unis prirent donc la décision, lourde de conséquences, de tenter de mettre fin à la guerre, quoi qu'il pût arriver. Eu égard aux besoins de l'Otan et à la politique étrangère de l'Ouest, la Quatrième République ne donnait plus satisfaction. Washington poursuivrait donc sa politique, fût-ce au prix de la chute du régime et de son remplacement par une Cinquième République.

Au fur et à mesure que la Quatrième République s'avancait vers une fin qui, rétrospectivement, semble avoir été inévitable, les relations franco-américaines prirent un tour de plus en plus surréaliste. Depuis longtemps, l'histoire diplomatique ou internationale s'est attachée à souligner l'importance de questions de politique intérieure dans le jeu diplomatique international, mais cette imbrication des deux domaines est particulièrement visible durant les dernières années de la Quatrième République, lorsqu'on voit les Américains de moins en moins capables ou désireux d'entrer dans le jeu politique intérieur complexe et sans cesse changeant d'un régime à bout du souffle. La Quatrième République ne ressemblait à rien tant qu'à un système féodal, avec un président de la République de pure forme, un président du Conseil dont les pouvoirs théoriquement étendus ne furent jamais ni clairement délimités ni pleinement exercés, et un nombre variable de ministères qui, d'un côté, donnaient aux leaders politiques de premier plan, fugitifs détenteurs d'un portefeuille, les moyens de défier le chef du gouvernement, et qui, de

l'autre, permettaient aux hauts fonctionnaires durablement en poste de s'approprier la réalité du pouvoir. La représentation proportionnelle favorisait la prolifération des partis, parmi lesquels émergeaient six grandes formations ou groupes politiques — comme il convenait à un hexagone. La diversité des problèmes entraînant la constitution de coalitions elles-mêmes différentes, ce ne furent pas moins de dix-huit gouvernements qui se succédèrent en l'espace de onze ans, avec pour résultat que les ministères, sortes de fiefs autonomes, étaient bien souvent libres de mener chacun sa propre politique, les ministres ne demeurant pas en poste assez longtemps pour pouvoir imposer leur propre volonté. Enfin, l'exécutif n'avait pas une tête mais deux, le président de la République et le président du Conseil, situation que l'arrivée de De Gaulle au pouvoir ne devait faire qu'aggraver.

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

26

introduction

Replaçant la guerre d'Algérie dans son contexte international, la présente étude s'organise donc autour de trois axes principaux. Il s'agira d'abord de montrer qu'à toutes les étapes du conflit, de 1954 à 1962, le problème algérien s'est trouvé au cœur de la diplomatie française, que, du point de vue de Paris, il a relégué tous les autres problèmes au second plan et que, symétriquement, quand ils ont eu à traiter avec la France, il en a été de même pour la plupart des autres pays, à commencer par les États-Unis. C'est qu'en effet les dirigeants français dans leur ensemble étaient convaincus que la perte de l'Algérie marquerait, pour leur pays, le début du déclin et de la décadence. On montrera d'autre part comment la logique même du régime, le caractère mouvant, impénétrable de l'exercice de l'autorité, sous la Quatrième République, ont rendu plus complexes, plus confus, le jeu diplomatique français et, par suite, les relations des autres capitales avec Paris. Et l'on fera voir enfin comment et pourquoi les États-Unis ont fini par renoncer à vouloir préserver coûte que coûte la Quatrième République, après être arrivés à la conclusion que, en elle-même et par son incapacité à se sortir de la guerre d'Algérie, elle était dommageable pour l'Alliance atlantique et risquait même, à la limite,

de lui être fatale. D'où le pari fait par Washington, en toute connaissance de cause, sur de Gaulle. Après quoi on examinera comment, dans les années qui mènent à la fin du conflit et avec lesquelles s'achèvera cette étude, la guerre d'Algérie est à l'arrière-plan des initiatives diplomatiques surprenantes et peu orthodoxes de De Gaulle. Ce sera l'occasion de remettre en cause les idées le plus souvent admises sur la diplomatie du Général au début de la Cinquième République et sur les objectifs qu'il avait d'abord visés, s'agissant de la politique coloniale française dans son ensemble et du problème algérien en particulier. On montrera que de Gaulle est arrivé au pouvoir avec l'intention sinon de faire que l'Algérie demeure partie intégrante de la France, au moins de maintenir le pays sous l'influence et la domination françaises et que c'est avec cette idée en tête qu'il a pris ses initiatives spectaculaires en direction des États-Unis, des puissances européennes et de l'Otan ainsi que dans le domaine de la décolonisation. Et l'on fera aussi apparaître qu'il n'y avait de nouveau dans ces initiatives que leur auteur et la manière singulière dont elles étaient lancées et que, dans ses grandes lignes, la politique du premier président de la Cinquième République a été celle qu'avaient suivie les hommes de la Quatrième. Cette politique consistait à donner à la France les moyens de se poser en puissance mondiale au cœur de trois sphères d'influence interdépendantes. En premier lieu — c'était l'essentiel — il y avait le monde libre que dirigerait une « troïka » (États-Unis, Grande-Bretagne et France), chacune des trois puissances utilisant ses forces et ses ressources pour garantir et soutenir les zones d'influence des deux autres. En deuxième lieu, il y avait l'Europe : de Gaulle voulait placer la France à la tête d'un ensemble européen solidement organisé, constitué par les six pays du Marché commun avec, au cœur, le couple franco-allemand. Paris représenterait les intérêts de cette Europe réorganisée dans les instances réunissant les Trois Grands. Enfin il y avait ce que, dès 1957, on avait appelé l'Eurafrique, fédération franco-africaine dont la France devait être à la fois la tête et le cœur et qui constituerait l'arrière-pays

économique de l'Europe. Au cœur de cette nouvelle «weltpolitik» de la France se trouvait l'Algérie, à la fois pont entre la France et l'Afrique, cœur de l'Eurafrique et fondement de l'influence et du prestige de la France en Europe et, par suite, de son statut de grande puissance occidentale en compagnie des États-Unis et de la Grande-Bretagne. En 1962, les rêves de De Gaulle étaient brisés, essentiellement parce qu'il n'avait pas réussi à maîtriser le problème algérien, compromettant du même coup les relations de la France avec l'Amérique, l'Europe et l'Afrique française. Paradoxalement, la France n'avait pas perdu la guerre sur le terrain mais dans l'arène internationale. Sur le plan diplomatique, la victoire aurait consisté à obtenir que le monde reconnaisse l'Algérie française, celle-ci permettant à la France de prendre sa place parmi les nations dirigeantes du monde. Mais l'effondrement de l'Algérie française en 1962 avait fait partir ces rêves en fumée, au terme de ce qui apparaît, rétrospectivement, comme une triste, voire une tragique histoire.

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

28

introduction

De l'insurrection à la guerre

Les États-Unis accueillirent sans déplaisir l'effondrement de la IV^e République, en mai 1958. On peut s'en étonner, dans la mesure où, tout au long de l'après-guerre, ils s'étaient préoccupés, de manière quasi-obsessionnelle, de la stabilité politique de la France. Or, en 1958, on s'aperçoit qu'ils jouent un rôle considérable dans la déstabilisation d'un régime que, depuis 1947, ils avaient mis tant de soin à protéger. Mais, pendant cette décennie, bien des choses avaient changé qui expliquent ce revirement américain. D'abord, l'économie française, fragile et dépendante de l'aide américaine entre 1947 et 1952, était maintenant plus forte et en pleine croissance. Ensuite, la menace que représentait le Parti communiste en 1947 (les Américains l'avaient cru assez fort pour s'emparer du pouvoir quand il le voudrait) s'était beaucoup estompée. Washington avait refait de l'armée française une armée puissante, destinée à devenir le pivot de la défense européenne contre la menace soviétique; mais, du fait de l'engagement massif des troupes françaises en Algérie, ce rôle était en passe d'être joué par l'armée allemande, dont la reconstruction avait immédiatement suivi l'échec de la CED en 1954¹. Dans l'immédiat après-guerre, Paris et Washington avaient agi comme des alliés. À partir de 1950, sous les auspices de l'Otan, les États-Unis avaient fourni à la France une assistance militaire considérable et, en 1953-1954, pendant ses deux dernières années, ils avaient presque entièrement financé la guerre d'Indochine, même

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

29

de l'insurrection
à la guerre

si l'objectif de la France (conserver à toute force un empire en train de s'écrouler) ne coïncidait pas avec celui des États-Unis, obsédés par l'idée d'éviter tout risque d'expansion du pouvoir soviétique. Les choses se présentaient tout différemment en Algérie, où l'insurrection se déclencha en novembre 1954, quelques mois après l'humiliante défaite de Diên Biên Phu et le retrait d'Indochine de toutes les forces françaises. Là le problème du communisme ne se posait pas, ou du moins pas encore, et les Américains retrouvèrent d'autant plus aisément leur position anticolonialiste qu'à leurs yeux, les Français, par leur impuissance à mettre un terme à la guerre, faisaient de plus en plus le jeu des ambitions soviétiques dans la région.

Légalement annexée par la France et dépendant du ministère de l'Intérieur, l'Algérie, en 1954, n'en avait pas moins une économie typiquement coloniale et ne se distinguait des autres possessions françaises que par l'ampleur de la colonisation européenne. On comptait environ un million de colons d'origine européenne, de langue et de culture française, et 140 000 juifs jouissant de la nationalité française, pour 8 546 000 musulmans, Arabes et Berbères. L'implantation française en Tunisie et au Maroc, importante elle aussi, n'était pourtant pas comparable à ce qu'elle était en Algérie. De plus, ces deux autres pays du Maghreb étaient des « protectorats », dépendant du ministère des Affaires étrangères. Les mouvements nationalistes y étaient plus développés, et la Tunisie, après beaucoup de violence et d'instabilité, avait obtenu son autonomie en 1954 avant d'accéder à l'indépendance en 1956. Le Maroc, en crise lui aussi, allait obtenir la sienne l'année suivante. L'expérience des protectorats, combinée à la défaite française en Indochine, devait largement contribuer au développement du nationalisme algérien.

L'immigration européenne en Algérie avait quasiment cessé depuis les années vingt et le mouvement démographique s'était inversé. La population musulmane croissait beaucoup plus vite que la population européenne, d'où une pression énorme sur la quantité limitée de terres cultivables,

les colons s'étant, depuis longtemps, approprié les meilleures parcelles, sur la bande côtière. Moins de 6 400 Européens étaient propriétaires de 87 % des terres cultivables, où vivaient plus d'un million de musulmans sous-employés ou sans emploi². À la pauvreté croissante dans les campagnes s'ajoutait la misère urbaine des masses de musulmans migrant vers les villes : des bidonvilles se développaient rapidement à la périphérie des quartiers européens d'Alger, d'Oran et de Constantine. La croissance économique ne pouvait pas créer assez d'emplois pour suivre le rythme de la croissance démographique, et c'est dans la population de déracinés, de plus en plus nombreux, vivant aux marges de l'économie, que le mouvement nationaliste devait trouver son soutien le plus fort³.

Les origines du mouvement nationaliste algérien remontent aux années vingt et à Messali Hadj, fondateur, en 1926, de *L'Étoile nord-africaine*. Entre les deux guerres, Messali Hadj avait flirté avec le communisme et le trotskisme, mais, en 1945, son Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) était un mouvement nationaliste musulman. En 1954, jugeant sa ligne politique trop modérée, une partie des membres du MTLD, partisans d'une action violente, firent sécession et fondèrent le Front de libération nationale (FLN). Messali Hadj avait eu un concurrent plus modéré en la personne du docteur Ferhat Abbas, qui avait fait ses études en France. Son mouvement, l'Union démocratique du manifeste algérien (qui devait son nom à un manifeste publié en 1943), avait eu à l'origine un programme très modéré, réclamant seulement l'égalité des droits pour les musulmans à l'intérieur d'une Algérie française. Mais après la guerre, ce mouvement était rapidement devenu, lui aussi, nationaliste et musulman, prônant l'autonomie de l'Algérie, tout en travaillant, à l'intérieur du système, en faveur des droits démocratiques. Dans toute l'Afrique du Nord, la Seconde Guerre mondiale avait donné une extraordinaire impulsion au nationalisme arabe : avec le débarquement américain de novembre 1942 et l'occupation qui s'en était suivie, le

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

31

de l'insurrection
à la guerre

«protecteur» français était devenu lui-même, aux yeux des musulmans, un protégé et l'autorité exercée par la France s'en était trouvée délégitimée. Qui plus est, les Américains n'avaient pas caché leur solidarité anticoloniale.

En fait, les premiers coups de feu de ce qui allait devenir la guerre d'Algérie furent tirés le 8 mars 1945. Ce jour-là, des émeutes éclatèrent à Sétif, dirigées contre l'autorité française. Les désordres durèrent quatre jours et s'étendirent à tout le Constantinois, faisant 103 morts parmi les Européens⁴. S'ensuivit une répression brutale : les Français firent donner la marine et l'aviation et bombardèrent des villages pour « donner une leçon » aux musulmans. Les autorités françaises firent état de 300 morts musulmans, le chiffre avancé plus tard par les nationalistes étant de 45 000 et les historiens d'aujourd'hui s'accordant sur un total allant de 3 000 à 10 000. Mais peu importe le chiffre exact. Par cette répression la France s'était gravement aliéné la population musulmane. Ce retour brutal de la domination coloniale se fit sous l'autorité du général de Gaulle, sans doute plus attentif, à ce moment-là, à la victoire sur l'Allemagne qu'aux événements d'outre-mer, mais bien décidé à empêcher l'Algérie, selon ses mots, de « nous filer entre les doigts ». C'est son gouvernement aussi qui élaborait ce qui devait devenir le statut de 1947, en vigueur jusqu'en janvier 1958 où il fut remplacé par une nouvelle loi-cadre, non appliquée. Ce statut créait en Algérie deux « collèges » électoraux de soixante membres chacun, l'un pour les musulmans, l'autre pour les Européens, et prévoyait trente députés pour représenter l'Algérie à l'Assemblée nationale. Système de représentation en soi inéquitable, ce qui n'empêcha pas que, pendant la décennie où il fonctionna, les élections fussent manipulées pour exclure les nationalistes et faire élire des musulmans dociles, qu'on devait surnommer les Béni-oui-oui.

Si l'on considère la politique américaine vis-à-vis de l'Afrique du Nord dans sa continuité, durant l'ensemble des années d'après-guerre, on s'aperçoit qu'à quelques nuances près, celle de John Foster Dulles et du

président Eisenhower ne fut pas plus indulgente à l'égard du colonialisme français que celle de leurs prédécesseurs, Dean Acheson et le président Truman. Après la guerre, les Américains avaient estimé que le meilleur moyen de garantir la sécurité de l'Afrique du Nord était d'y maintenir la tutelle française, mais ils ne cessèrent de plaider pour une attitude libérale à l'égard des demandes des musulmans. Parallèlement, les Français tendirent à rejeter sur Washington la responsabilité des problèmes grandissants rencontrés dans une Afrique du Nord où ils soupçonnaient les États-Unis de vouloir substituer leur influence à celle de la France. Ainsi, dès les émeutes de Sétif, on voit le cabinet du Résident général rendre les Américains et les Britanniques responsables des désordres, sans que cela empêche Paris de mener la répression que l'on sait ⁵. Par la suite, Washington ne cessa de presser Paris d'engager des réformes et, à l'origine de quasiment toutes celles que la France tenta de mettre en œuvre, on trouve directement l'influence américaine. L'Afrique du Nord est aussi à l'origine de l'une des plus graves crises franco-américaines de l'après-guerre, en 1952. Paris ayant déposé le gouvernement tunisien, trop nationaliste à ses yeux, et ayant exilé le leader nationaliste Habib Bourguiba, les Tunisiens portèrent l'affaire devant l'ONU et, lors du vote de la motion appelant à une solution pacifique de la crise, les États-Unis se contentèrent d'une abstention qui mit Paris en fureur. Par ailleurs, en dépit des protestations répétées de la France, les États-Unis entretenirent régulièrement des contacts informels avec les nationalistes de l'Istiqlal au Maroc et du Néo-Destour en Tunisie. Mais on voit la pression américaine sur Paris se relâcher au moment du déclenchement de la guerre de Corée et l'on sait que la guerre d'Indochine, dans la mesure où elle pouvait être considérée comme une guerre anticommuniste, fut de plus en plus largement financée par Washington. Enfin, les États-Unis désirant installer des bases militaires au Maroc, la France leur demanda, en contrepartie, de cesser de s'ingérer dans les affaires de l'Afrique du Nord française ⁶. C'est ce qui amena Dulles, contre l'avis des diplomates américains sur place,

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

33

de l'insurrection
à la guerre

à ne pas intervenir au moment de la déposition du sultan Mohammed V en 1953. Mais Washington continua à presser la France d'accorder l'autonomie au Maroc, tout en essayant en même temps de modérer les revendications d'indépendance des nationalistes.

À la demande insistante de la France, l'Algérie avait été incluse, en 1949, dans les zones couvertes par l'Otan, mais le Congrès américain en avait exclu le Sahara et déclaré que rien dans le traité n'était destiné à faire des États-Unis les alliés du colonialisme français⁷. D'un autre côté, les Américains étaient conscients de l'importance de l'implantation européenne en Algérie, plus d'un million de colons qui dominaient l'économie du pays et sa politique. Washington se rendait donc bien compte que toute tentative pour influencer la politique française en Algérie amènerait inévitablement les Français à les accuser d'ingérence dans leurs affaires intérieures. Dès 1952, la CIA avait averti l'administration américaine que la situation en Algérie était une source potentielle de problèmes pour la France et pour les États-Unis, car les Français refusaient de prendre en compte les demandes de la majorité indigène musulmane. Le déclenchement de la rébellion, le 1^{er} novembre 1954, fut cependant une surprise pour Washington comme pour Paris⁸. Par ailleurs les Américains n'avaient jamais compris à quel point le sentiment qu'avait la France d'être une grande puissance était lié à son empire colonial. La «vraie France» était une nation entourée de ses possessions coloniales qui avaient adopté sa culture et sa civilisation. Entre 1880 et 1895, elle avait conquis, en Afrique et en Asie, des territoires s'étendant sur près de 10 000 000 de km² et comprenant de 50 à 55 millions d'habitants, base du mythe des cent millions de Français⁹. En 1954, l'ensemble de la classe politique française était d'accord sur la nécessité de conserver l'Algérie à la France, conviction partagée par la plus grande partie de l'opinion publique.

Ni Messali Hadj ni Ferhat Abbas ne trouvaient derrière l'insurrection de la Toussaint 1954 et la rébellion de grande ampleur à laquelle elle conduisit l'année suivante. Leurs deux mouvements furent rapidement éclipsés

par la direction plus radicale du FLN d'Ahmed Ben Bella et Belkacem Krim. À ses débuts, la future guerre se limita à quelques actes isolés de terrorisme que les Français pensèrent pouvoir contrôler. Pierre Mendès France, qui venait juste d'accorder l'autonomie à la Tunisie, ne pouvait pas aller aussi loin dans le cas de l'Algérie, car il avait besoin de ses députés pour soutenir les accords Paris-Londres sur le réarmement allemand. Il répondit donc aux actions des rebelles en autorisant l'armée à mener des opérations de répression dans les Aurès, là où l'insurrection avait éclaté: c'était le début des opérations de regroupement, c'est-à-dire de déplacement des habitants des villages, destinées à permettre à l'armée de poursuivre plus aisément les rebelles, de les rechercher et de les éliminer dans ce que l'on appela des opérations de ratisage. On estime qu'au tout début de la guerre, les rebelles étaient environ 700, avec peut-être une arme pour deux. Mais, avec la réussite spectaculaire des premières actions et la répression qu'elles avaient déclenchée, les rangs des rebelles grossirent rapidement. D'autant plus que le FLN s'imposait aussi aux musulmans par la violence, notamment par l'assassinat sélectif de «collaborateurs» dont on retrouvait les corps mutilés pour signifier leur humiliation. La guerre prit la forme d'attaques sporadiques contre les installations gouvernementales et militaires, le nombre de ces «actions» rebelles passant progressivement de 200 par mois en avril 1955 à 900 en octobre de la même année, pour atteindre 2 624 en mars 1956, au plus fort de la guerre¹⁰. Mais le premier tournant de celle-ci se situe en octobre 1955; le 20 de ce mois en effet les rebelles lancent une attaque massive non plus contre des objectifs gouvernementaux ou militaires, mais contre des civils, à Philippeville, dans le Constantinois, répétant là ce qui s'était passé à Sétif: 123 Européens — des travailleurs des mines, pour la plupart — sont massacrés avec leurs femmes et leurs enfants, puis d'autres attaques meurtrières sont lancées contre des fermes isolées et sans défense. La répression est brutale, sous l'autorité de Jacques Soustelle, un libéral pourtant, que Mendès France avait nommé Résident général pour mener à bien des réformes sociales, mais que le massacre de Philippeville avait horrifié.

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

35

de l'insurrection
à la guerre



Philippeville : cadavres des victimes des émeutes alignés à l'extérieur du stade, après les affrontements sanglants du 22 août 1955 entre nationalistes et troupes françaises. Le 23, les forces françaises lançaient des actions de représailles de grande ampleur contre les rebelles, dans les villages et les djebels. Bilan des émeutes et des représailles : environ un millier de morts.

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

36

de l'insurrection
à la guerre

Environ 1 200 musulmans sont assassinés à leur tour en représailles. Au niveau du gouvernement français, à la tête duquel Edgar Faure avait remplacé Mendès France, la réponse est le doublement du nombre de soldats envoyés en Algérie qui passent de 90 000 en août à 180 000 en décembre 1955.

À tous ces événements les Américains ne réagirent pas sans inquiétude, mais leurs sympathies allaient aux nationalistes. Dans l'ensemble, la diplomatie que le couple Dulles-Eisenhower mit en œuvre en Afrique du Nord vient à l'appui des thèses « révisionnistes » de certains historiens américains de cette période. Des travaux récents sur les relations des États-Unis avec le Tiers-Monde et le neutralisme remettent en effet en cause de manière convaincante les thèses antérieures selon lesquelles Washington aurait toujours vu la main du Kremlin derrière tous les désordres du monde, Eisenhower n'étant quant à lui « jamais parvenu à faire clairement la différence entre le communisme et le nationalisme révolutionnaire arabe ». H. W. Brands fait observer au contraire que l'hostilité

à l'égard de Nasser, de 1956 à 1958, était fondée sur la politique qu'il menait et non sur l'idée qu'il aurait été un pantin entre les mains des Soviétiques ; et Peter L. Hahn montre de son côté que les États-Unis ont essayé d'apaiser le nationalisme égyptien autant qu'ils le pouvaient en respectant les impératifs stratégiques de l'Ouest. Brands soutient que les États-Unis ont montré « du discernement et de la souplesse dans leurs relations avec le Tiers-Monde » et qu'ils ont su « traiter le neutralisme pour ce qu'il était, de manière pragmatique ». Comme on le verra plus loin, ce sont là des mots justes pour caractériser la politique américaine en Afrique du Nord. De la même manière, on voit qu'au Liban, où ils interviennent en juillet 1958, ils ne confondent pas les mouvements nationalistes et populistes locaux avec les communistes ; ils montrent seulement la même hostilité fondamentale à l'égard des uns et des autres dans leur défense des intérêts de l'élite au pouvoir, à laquelle ils sont étroitement liés¹¹.

Les États-Unis parvinrent à maintenir des relations satisfaisantes avec les rebelles algériens, mais au risque de compromettre celles qu'ils entretenaient avec la France. L'Algérie offrait l'exemple intéressant d'une révolution du Tiers-Monde que Washington croyait pouvoir accepter ; elle paraissait capable d'instaurer un régime non-communiste sinon démocratique, et, dès le début, les rebelles avaient bien conscience qu'il leur fallait éviter de donner l'impression de choisir un camp dans la guerre froide. En conséquence de quoi la politique du département d'État s'attela à une tâche presque impossible : maintenir un dialogue constructif tout au long de la crise avec deux parties engagées dans un conflit insoluble, le gouvernement français et le FLN. Ajoutons qu'on doit à Dulles, en mars 1958, une observation d'une étonnante pertinence pour l'époque : devant le *National Security Council* (NSC), il observe que, dans les trois crises les plus inquiétantes du moment, l'Indonésie, l'Afrique du Nord et le Moyen Orient, le communisme et l'URSS sont absents, qu'on n'y voit nulle trace de « complots soviétiques » et qu'en revanche la menace immédiate paraît venir du fondamentalisme islamique¹².

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

37

de l'insurrection
à la guerre

Pour ce qui est de l'Algérie, la politique de Washington était compliquée et son influence limitée par l'état de chaos chronique qui paraissait caractériser la politique intérieure française. L'instabilité gouvernementale engendrait à la fois le va-et-vient des cabinets successifs et la paralysie de l'action politique. Au moment de Diên Biên Phu déjà, les dissensions au sein du gouvernement et son indécision avaient exaspéré Dulles. De leur côté les Israéliens, en concluant leur propre alliance tacite avec Paris en 1954-1955, découvrirent que l'autorité y était fragmentée, la responsabilité diffuse et la mise en œuvre de la politique sporadique, inconséquente et hésitante. Les ministres de l'Intérieur et de la Défense étaient pro-israéliens, celui des Affaires étrangères ne l'était pas et, d'après Sylvia Crosby, chaque ministère était, pour ainsi dire, une institution fermée avec une perspective historique particulière¹³.

Le déclenchement et le développement de la guerre d'Algérie, jusqu'en mai 1958, ne modifièrent pas la situation. Mais, tandis que les Américains avaient essayé jusque-là d'atténuer les effets de l'instabilité et des divisions des gouvernements, ils ne furent pas mécontents de pouvoir les utiliser alors à leur avantage. Dans les premières années de l'après-guerre, les relations franco-américaines avaient eu un caractère privilégié. Ce temps-là était révolu, mais les Américains avaient conservé les moyens de recueillir, sur les affaires de la France, des informations confidentielles. Les rapports échangés entre eux par les Américains sur des événements cruciaux de la guerre d'Algérie, aux niveaux politique et militaire, soulignent le désordre d'un régime dont souvent les représentants civils ou militaires, au niveau local, ne respectent pas davantage l'autorité que certains ministres celle de leur chef de gouvernement. Les Américains en poste en France étaient donc également bien placés pour observer, dès le milieu de 1957, l'intérêt croissant porté par nombre d'hommes politiques à l'idée d'un retour de De Gaulle, un intérêt qu'eux-mêmes en vinrent à partager quand, de son côté, le Général entra en contact avec eux¹⁴.

Au reste, et c'était là une conséquence du conflit algérien, l'instabilité de la IV^e République provoqua dans les relations diplomatiques franco-américaines des crises sérieuses qui frôlèrent parfois la rupture. Les autorités françaises retirèrent leurs forces du commandement intégré de l'Otan pour mener leur guerre en Algérie et on les vit prêtes à menacer l'Alliance elle-même quand elles n'en recevaient pas le soutien qu'elles pensaient mériter. Avant même le retour de De Gaulle, Paris avait remis en cause toute la structure de la politique européenne d'après-guerre, élaborée en fonction de la guerre froide. Washington craignait qu'un régime de type Front populaire ne fasse sortir la France de l'Otan et ne la fasse basculer du côté du neutralisme, voire se tourner du côté du bloc soviétique en échange d'une attitude bienveillante de l'URSS à l'égard de ses problèmes coloniaux. C'étaient les mêmes intentions que Dulles avait soupçonnées chez Mendès France en 1954. Peut-être ces craintes étaient-elles exagérées, mais elles se fondaient sur les avertissements répétés et même les menaces qui émanaient du gouvernement français lui-même ; et les États-Unis finirent par se convaincre que les choses iraient mieux s'ils avaient affaire à un régime politique stable — même si, à l'occasion, il risquait d'être en opposition avec la politique américaine — au lieu de continuer à traiter avec des gouvernements dont la composition se renouvelait sans cesse mais avec un même personnel politique, de plus en plus tenté de jouer sur un sentiment antiaméricain irrationnel pour se maintenir au pouvoir. En même temps, l'Algérie fut certainement le catalyseur qui amena les Français à se convaincre, même avant l'arrivée de De Gaulle, de la valeur limitée de l'Otan pour la défense de leurs intérêts.

Au fur et à mesure que les premiers incidents de l'automne 1954 se transformaient en une vraie guerre l'année suivante, les différentes sources d'information de l'administration Eisenhower la convainquirent que les Français ne pourraient pas gagner cette guerre. Or le conflit concernait Washington de bien des manières. Il y avait d'abord l'héritage anticolonial de la politique

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

39

de l'insurrection
à la guerre

étrangère américaine. Dulles disait ainsi à l'ambassadeur américain à Paris : « Ne nous leurrions pas : l'attitude fondamentale des États-Unis est désagréable aux Français ainsi qu'à d'autres parmi nos alliés. » Par conséquent il estimait « irréaliste de s'attendre à de la compréhension et à une confiance mutuelle [avec Paris] s'agissant de l'Afrique du Nord ». Mais Washington avait besoin de la France : elle demeurait le pivot de la stratégie de l'Otan pour la défense de l'Europe ; elle devait fournir le gros des forces terrestres pour le « bouclier » de l'Otan, et son accord et sa coopération étaient nécessaires au réarmement allemand péniblement renégocié après le rejet de la CED par les députés en août 1954. Or, dès janvier 1955, l'ambassade craignait que la France puisse refuser de signer les accords Paris-Londres sur le réarmement de l'Allemagne et son intégration dans l'Otan, si certains, à Paris, croyaient que les États-Unis étaient prêts à retirer leur soutien à la présence française en Afrique du Nord. Theodore Achilles, un des hauts responsables de l'ambassade à Paris, mit en garde le département d'État : si la ratification du traité était suivie d'une politique davantage pro-arabe en Algérie, « les résultats seraient désastreux » ; les Français opposeraient tous les obstacles imaginables à la réalisation du réarmement allemand. Le Français moyen croyait encore qu'au Maroc les États-Unis voulaient substituer leur influence à celle de la France. « Pour nos objectifs ultimes en Europe, estimait Achilles, il est essentiel que nous nous en tenions à notre politique actuelle d'équilibre et que nous n'adoptions pas une ligne qui, officiellement ou secrètement, s'oppose au maintien de la présence française là-bas. ¹⁵ » Une recommandation que la politique nord-africaine de Washington ne devait cesser de se rappeler, avec plus ou moins de force, tout au long du conflit algérien.

Washington, qui avait eu du mal à accepter aussi bien la fin rapide de la guerre d'Indochine et les accords de Genève en juin 1954 que le rejet de la CED deux mois plus tard, entretenait de mauvaises relations avec le gouvernement Mendès France (juin 1954-février 1955). Soupçonné par Dulles de flirter

avec le neutralisme, voire le communisme, Mendès fut accueilli fraîchement quand il demanda aux Américains d'user de leur influence pour que Le Caire tempère le soutien que sa radio apportait aux rebelles algériens. Washington accepta malgré tout, redoutant une fois de plus qu'autrement Paris refuse de ratifier les accords Paris-Londres, et le 27 novembre 1954, l'ambassadeur américain au Caire, Jefferson Caffery, arracha aux Égyptiens la promesse qu'ils réduiraient leur propagande en faveur des rebelles¹⁶. Washington fut néanmoins soulagé quand Mendès France fut renversé en février 1955 et remplacé par Edgar Faure, sur lequel les Américains fondaient quelque espoir. Effectivement, le nouveau président du Conseil coopéra facilement avec eux et Theodore Achilles fut autorisé à l'assurer que les États-Unis reconnaissaient que l'Algérie était composée de plusieurs départements français et, plus généralement, qu'ils soutenaient la présence française en Algérie. Mais, sur cette question algérienne, le département d'État était lui-même divisé, la direction des affaires européennes et celle des affaires africaines ayant des points de vue différents. William Tyler, considéré depuis longtemps comme une autorité sur les questions françaises, pensait que les États-Unis devaient répondre aux aspirations des peuples musulmans de la région et il qualifiait de « politiquement absurde » le soutien américain à la France en Algérie. Mais cela ne suffit pas à décourager l'ambassadeur de Washington à Paris, Douglas Dillon. Il était content des nominations faites par Edgar Faure au Quai d'Orsay. « Maintenant, écrivait-il, nous pouvons travailler facilement et librement avec trois ou quatre des principaux responsables. » Les perspectives étaient encourageantes quant à l'influence libérale que les États-Unis pourraient exercer sur la politique française en Algérie. Par ailleurs Edgar Faure s'était engagé à négocier l'indépendance du Maroc et de la Tunisie, ce qui contentait les Américains¹⁷.

Mais quand Dillon rencontra le nouveau chef de gouvernement et son ministre des Affaires étrangères, Antoine Pinay, ceux-ci avaient une requête à lui présenter, eu égard à la politique « libérale » de la France dans

l'ensemble de l'Afrique du Nord : que Washington soutienne plus activement la position de la France sur l'Algérie. C'est qu'Edgar Faure devait trouver un équilibre subtil entre les demandes contradictoires des Américains d'une part et des députés français de l'autre : il accordait l'indépendance à la Tunisie et au Maroc — voilà pour les premiers — mais en échange de la promesse qu'il tiendrait bon en Algérie — voilà pour les seconds. Dillon protesta : les États-Unis avaient déjà exprimé leur soutien à maintes reprises. À quoi Edgar Faure répondit que le sentiment général des Français était fort différent : beaucoup croyaient au contraire que Washington accordait son appui aux ennemis de la France. Et Faure de citer Irving Brown, le représentant des syndicats américains, qui soutenait les syndicats nationalistes et réclamait que Caltex, en Libye, engage des réfugiés marocains et tunisiens « anti-français ». Ce que réclamaient les États-Unis, répondit Dillon, c'était que la France mène en Algérie une politique libérale. Edgar Faure l'assura que telle était bien son intention¹⁸. Ce type d'échange devait se reproduire tant et tant. La France recherchait le soutien des États-Unis, qui le lui accordaient en échange de tout ce qui pouvait signifier des concessions de sa part. Et l'on n'est pas surpris d'entendre Dillon dire à Dulles, le 5 juin 1955, que l'Afrique du Nord est à la fois le problème numéro un de la France et le point le plus douloureux dans les relations franco-américaines, pas plus que de voir Dulles, déçu, demander à Julius Holmes, spécialiste de l'Afrique du Nord au département d'État, le premier d'une longue série de rapports sur la situation dans cette région¹⁹. En conclusion de son travail, Holmes recommandait une modification de la politique de Washington dont le soutien devrait aller non plus à la France mais aux Arabes. « La France, écrit-il, ne peut pas méconnaître la marche de l'histoire telle que l'exprime la vague nationaliste qui a déferlé sur le monde occidental. ²⁰ » Cette fois-ci, Dulles ne suivit pas la recommandation de J. Holmes, qu'il jugeait excessive. Elle devait cependant lui être renouvelée et être finalement assez forte pour s'imposer à lui.

En septembre 1955, les États-Unis s'attendaient à ce que Pinay leur demande de soutenir la politique française en Afrique du Nord, si la question algérienne était portée devant l'ONU. La position américaine était la suivante : « Nous souhaitons aider [la France] autant que nous le pouvons », mais cela « dépendra de la rapidité et de l'efficacité de [son] action » dans la réalisation des réformes. La question algérienne fut portée devant l'ONU, malgré les protestations françaises. La position de Paris était que, selon les termes de la charte, l'organisation internationale n'avait pas compétence pour intervenir dans les affaires intérieures de ses États membres ; or l'Algérie faisait partie de la France. Dans le même temps, Washington faisait pression sur Edgar Faure pour qu'il propose une loi sur l'indépendance du Maroc, malgré les éléments conservateurs de son parti et de sa coalition, s'il voulait échapper aux critiques internationales²¹. La France ayant été mise en accusation, au Conseil de tutelle de l'ONU, pour la répression qu'elle aurait menée au Togo et au Cameroun, ses représentants accusèrent les États-Unis de saisir cette occasion pour critiquer l'absence de progrès économiques et sociaux dans ses territoires et, s'alignant sur les Belges et les Britanniques, ils protestèrent contre la « défection » de Washington, qui abandonnait le camp des puissances administrant des colonies pour rallier celui des anticolonialistes majoritaires à l'ONU²².

Pourtant, dans l'ensemble, les Américains essayèrent de soutenir la position française à l'ONU, avec tout de même quelques frictions sur la tactique à suivre. En octobre, Washington ne put empêcher l'Assemblée générale de placer l'Algérie à son ordre du jour, ce qui provoqua le départ des Français — première d'une longue série de « sorties ». Le sous-secrétaire d'État américain, Robert Murphy, expliqua au secrétaire général du Quai d'Orsay, René Massigli, que Washington avait essayé de faire quelque chose, mais « qu'il fallait qu'il se rende compte que les États-Unis ne pouvaient pas réunir vingt votes latino-américains simplement en pressant sur un bouton »²³. Le mois suivant, la question algérienne fut finalement écartée de l'ordre du

jour, mais les Français étaient amers face à ce qu'ils considéraient comme une quasi-défaite dans l'enceinte internationale, et prompts à récriminer contre les Américains qui, selon eux, n'avaient pas réussi à travailler suffisamment, « dans les couloirs », en faveur de la position française, ni à peser sur des pays qui pouvaient se ranger à leur avis. En réponse, l'ambassadeur américain à l'ONU, Henry Cabot Lodge, les accusa eux de n'avoir pas su défendre leur politique et de mal maîtriser les procédures onusiennes, avant de conclure sur un refrain bien connu des Français depuis 1945 : les États-Unis « ne peuvent aider que ceux qui s'aident eux-mêmes »²⁴. Avant même ces épisodes à l'ONU, le consul américain à Alger faisait état du développement explosif, dans tous les secteurs de la population européenne, du sentiment anti-américain. L'extrême droite jouait sur les « tendances anti-coloniales » bien connues de Washington et évoquait un complot américain visant à supplanter l'influence française en Afrique du Nord. Le Résident général n'avait quasiment plus aucun contact avec le consulat d'Alger et, à Bône, les services secrets français bloquaient l'activité officielle du consulat en « faisant peur » aux gens que le consul essayait de voir²⁵.

Très tôt, Douglas Dillon avait vu, dans l'Afrique du Nord, un abcès caché « qui pourrait crever avec des effets dévastateurs pour [la] politique [américaine] en Europe »²⁶. Le déploiement en Algérie des troupes et du matériel français dégarnissait le Rhin et les défenses de l'Otan. Washington s'en alarma, comme le Conseil de l'Alliance nord-atlantique. Les premiers transferts de troupes du théâtre européen en Algérie posèrent problème à l'Otan dès mai 1955 et, bien que le Conseil de l'Alliance les ait approuvés — sans enthousiasme —, le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général Alfred Gruenther, se plaignit au ministre français de la Défense, à l'époque le général Koenig, de ce que la France ne tenait pas ses engagements sur le Rhin²⁷. Aucun des pays de l'Otan ne considérait que la guerre d'Algérie relevait de la guerre froide, même si leurs attitudes vis-à-vis de la position

française différaient les unes des autres. Les Néerlandais et les Belges tendaient à la soutenir pleinement, les premiers étant mécontents de l'appui accordé par Washington à l'indépendance de l'Indonésie, les seconds préoccupés par leur Congo. Même attitude chez les Allemands, Adenauer ayant fait des relations avec la France le pivot de sa politique européenne. Le gouvernement italien était moins enthousiaste mais également soucieux de maintenir de bonnes relations avec Paris. En revanche, les pays scandinaves étaient hostiles à la colonisation pour des raisons idéologiques, tandis que la Grèce et la Turquie plaçaient leurs relations avec l'Égypte et le Moyen-Orient au-dessus des considérations françaises en Algérie. Les Britanniques enfin étaient partagés : ils avaient leurs propres problèmes coloniaux, mais se sentaient également obligés de placer les questions de l'Alliance et de l'Europe avant toutes les autres. D'un autre côté, la France était de longue date la rivale de la Grande-Bretagne au Moyen-Orient, opposée au pacte de Bagdad et soutenant Israël — et Londres ne pouvait se permettre de mauvaises relations avec Washington. Pour l'essentiel, les Britanniques essayèrent d'éviter toute controverse avec la France, tout en pressant ses gouvernements successifs de mener en Algérie une politique libérale. Mais leur politique connut quelques fluctuations, Londres se rapprochant de Paris au moment de l'affaire de Suez en 1956, pour s'aligner sur Washington au moment de celle de Sakiet deux ans plus tard²⁸.

La question de l'Otan redevint brûlante en mars 1956, quand le gouvernement de Guy Mollet, dirigé par les socialistes, informa l'Otan de son intention de redéployer davantage de forces en Algérie. Cette action était dans l'intérêt de l'Alliance, expliqua-t-il, en demandant à l'Otan de l'approuver. L'Algérie était couverte par le traité atlantique et actuellement menacée par des nationalistes alliés au monde communiste. La rébellion représentait ainsi une menace pour la sécurité européenne. Le représentant de la France à l'Otan, Alexandre Parodi, expliqua qu'il y avait nécessité de transférer le centre de gravité des forces françaises d'Europe en Afrique du Nord pour parer à la nouvelle

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

45

de l'insurrection
à la guerre

menace, venue du sud, d'une attaque sur le flanc gauche de l'Alliance. L'Algérie constituait, avec l'Angleterre, l'une des « deux plates-formes essentielles sur laquelle s'appuie le dispositif militaire de l'Alliance atlantique ». L'analogie avec la Seconde Guerre mondiale était claire : l'Angleterre et l'Afrique du Nord avaient été les deux bases à partir desquelles les Alliés s'étaient lancés à la reconquête de l'Europe. Le Conseil de l'Otan n'éleva aucune objection mais « prit acte » du transfert de troupes auquel la France avait procédé en Algérie « dans l'intérêt de sa propre sécurité ». Le Conseil reconnaissait que l'Algérie était couverte par l'Otan et comprenait l'importance de l'Afrique du Nord pour la sécurité de l'Europe²⁹. Mais, dans sa déclaration, il évitait de reprendre à son compte l'affirmation de Paris selon laquelle la rébellion algérienne était en elle-même une menace pour l'Otan. Malgré son caractère minimaliste, cette déclaration n'obtint pas sans difficultés l'adhésion de la Norvège et du Danemark qui craignaient tous deux de donner un aval général au « colonialisme français ».

Le gouvernement français proclama aussitôt que « ce témoignage de solidarité atlantique présent[ait] une valeur politique incontestable ». Mais la décision de Paris révélait bien une divergence de vues fondamentale entre la France et l'Otan. Pour la IV^e République, comme plus tard pour de Gaulle, la sécurité de la France ne se jouait plus sur l'Elbe ou sur le Rhin, mais le long d'un axe qui allait d'Alger à Brazzaville³⁰. D'ailleurs, les membres du Conseil laissèrent clairement voir leur irritation en se plaignant auprès d'Alexandre Parodi d'une déclaration faite, le 2 mars 1957, par Christian Pineau, dans laquelle le ministre des Affaires étrangères disait que Paris avait « l'impression que derrière certaines formes d'insurrection [...] se trouv[ait] le désir de certaines puissances de recueillir l'héritage de la France » en Afrique du Nord. À quelles puissances Pineau faisait-il allusion ? Les Français, fit-on observer à Parodi, ne pouvaient pas continuer à jouer sur deux tableaux, refusant toute ingérence dans le problème algérien au motif qu'il s'agissait d'un territoire

français et faisant valoir en même temps qu'elle avait droit au soutien sans réserves de ses alliés au prétexte que la lutte contre l'insurrection algérienne était l'un des fronts du combat contre le communisme international.

La tension entre la France et l'Otan ne cessa de croître sous les gouvernements successifs de la IV^e République pour atteindre son point culminant lorsque, sous de Gaulle, le pays se retira partiellement de l'Alliance. Les demandes réitérées des Français pour trouver leur place dans ce qu'ils considéraient comme un condominium anglo-saxon furent toutes rejetées, l'Alliance en tant que telle n'accorda aucun appui à la politique coloniale française et Paris fut tenu à l'écart des programmes nucléaires britannique et américain³¹. La France et les États-Unis allaient vers un affrontement qui contribua finalement à faire dérailler la IV^e République. Les Américains en voulaient aux Français d'avoir redéployé leurs forces, les obligeant ainsi à maintenir eux-mêmes en Allemagne une forte présence militaire, malgré les difficultés croissantes de leur balance des paiements. En avril 1956, lors d'une rencontre avec le représentant de la France au Standing Group de l'Otan, le général Valluy, le président Eisenhower critiqua le redéploiement français en Algérie auquel le Standing Group ne donna son accord que « sous la forme limitée qui convenait », signifiant par là qu'était approuvé un transfert de troupes en Algérie mais pas dans l'ensemble de l'Afrique du Nord. Washington craignait en particulier que les troupes françaises ne soient utilisées pour une action contre les frontières tunisienne et marocaine ou à l'intérieur de celles-ci — ce qui devait effectivement se produire. Le mois suivant, Dulles se plaignait devant le NSC du manque de solidarité dans l'Alliance atlantique, illustré par le redéploiement français en Algérie et le retrait des forces britanniques du Moyen-Orient envisagé par Londres. Aucun des deux mouvements n'avait été vraiment discuté au Conseil de l'Otan, qui avait été simplement avisé des faits accomplis. Le 13 juillet, le secrétaire d'État américain fit part à Londres de ses préoccupations à propos de la réduction des forces britanniques, à quoi

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

47

de l'insurrection
à la guerre

Anthony Eden répondit que, les menaces de guerre s'étant éloignées, une réduction des forces britanniques était souhaitable et une réévaluation de la place de la Grande-Bretagne dans le monde urgente³². Malgré tout, Dulles et le secrétaire au *Foreign Office*, Selwyn Lloyd, étaient d'accord pour constater que le gros des obligations de l'Otan reposait sur leurs deux pays : la contribution allemande était insuffisante, « les forces françaises se trouvaient en Afrique du Nord et la contribution des autres était mince ». Effectivement, à la fin de 1956, la France avait déployé toutes ses troupes importantes en Algérie, sans laisser quasiment rien pour l'Otan³³. Le général Valluy ne mâchait pas ses mots : se maintenir en Algérie était pour le peuple français une question « de vie ou de mort » et il demandait précisément à l'alliance de manifester un soutien actif, sans se contenter de « prendre note », comme précédemment, des transferts de troupes françaises. Le même annonçait au général Collins que toute tentative visant à substituer à l'influence française au Maghreb celle des alliés provoquerait à Paris « une si vive indignation que la fidélité de la France à l'Alliance en serait ébranlée ». Autre déclaration, cette fois de Christian Pineau, à Dulles et Lloyd à l'occasion d'une réunion de l'Otase, à Karachi : « La France, leur dit-il, est obligée de considérer tous les problèmes du Moyen-Orient à travers ceux qu'elle rencontre en Afrique du Nord. L'Afrique du Nord présente une situation d'une telle urgence qu'elle risque de menacer l'existence du régime en France. ³⁴ » Les dirigeants de la IV^e République ne parvinrent jamais à comprendre qu'en exagérant les menaces pesant sur l'Alliance, comme en essayant de se décharger sur des fonctionnaires ou des officiers dévoyés de la responsabilité de leur politique irresponsable, ils produisaient, à Washington, tout le contraire de l'effet recherché.

L'armée française était encore équipée, pour une bonne part, par les États-Unis. Elle utilisait des armes américaines pour mener la guerre en Algérie et très rapidement d'ailleurs, Paris commença à en demander davantage, ce qui ne manqua pas d'embarrasser Washington. Le secrétaire

d'État écrit ainsi, à propos d'une demande d'hélicoptères, en 1956, que cela « démontre que les Français ne parviennent pas à évaluer les problèmes que nous crée la rapide détérioration de la situation en Afrique du Nord et qu'ils sont incapables de formuler et d'appliquer des programmes spécifiques originaux auxquels ils pourraient rallier la population et que d'autres pays pourraient raisonnablement soutenir »³⁵. Malgré tout, les hélicoptères demandés furent livrés — et en priorité. Depuis 1950, une bonne partie de l'équipement français provenait des stocks américains, via le Programme de défense et d'assistance militaire (MDAP) et c'étaient les crédits « off shore » qui finançaient, pour une large part, la fabrication des matériels français. Par ailleurs, l'Algérie restait dépendante, pour son équipement lourd, d'autres matériels américains — bulldozers pour la construction des routes, par exemple — qui avaient aussi des utilisations militaires ; et le programme de développement municipal, engagé en 1956 par l'armée dans le cadre de la pacification, était tributaire des poids lourds américains, les seuls adaptés à certains types de terrains dans le bled³⁶.

Le dilemme fondamental de la politique américaine, s'agissant de l'Algérie, venait de la nécessité où se trouvaient les États-Unis de maintenir l'équilibre entre leur alliance avec la France et leur volonté d'utiliser ce qu'ils considéraient comme leur héritage anticolonial pour consolider leurs relations avec le bloc afro-asiatique aux Nations unies et empêcher l'Afrique du Nord, l'Afrique subsaharienne et l'Asie dans son ensemble de tomber sous l'influence soviétique. La France ne pouvait pas gagner ; sa politique, estimait Dulles, était caractérisée par la « myopie et le manque de réalisme » et la seule solution, pour l'Algérie, c'était l'autonomie ou l'indépendance. Plus la guerre durait et plus on retardait l'indépendance, plus on servait les intérêts du communisme et plus grand était le risque d'un coup d'État d'extrême droite en France même. « Aucune solution souhaitable n'étant en vue, disait le secrétaire d'État, Alger court à la catastrophe. » De son côté, comme Allen Dulles le disait au

NSC, la CIA était arrivée à la conclusion que les Français seraient obligés de quitter l'Algérie. Quant au président Eisenhower, il s'inquiétait du sort des Européens d'Algérie, si « les Français les abandonnaient »³⁷.

Le gouvernement français réagit vivement, considérant la politique américaine comme « inamicale » et prétendant que les services d'information américains (Uis) soutenaient systématiquement le séparatisme et que le Comité américain des syndicats libres (AFTUC), dirigé par Irving Brown, apportait un appui inconditionnel au développement de syndicats nationalistes au Maroc et en Tunisie. D'après les services de renseignements français, les consuls américains des trois pays du Maghreb fréquentaient à titre personnel les dirigeants de l'Istiqlal au Maroc et du Néo-Destour en Tunisie, et les nationalistes du MTLD-PPA en Algérie, dirigeants qu'ils encourageaient tous, à en croire ces services. Par ailleurs les Français soupçonnaient les compagnies minières, la Standard Oil of New Jersey, Coca-Cola et même les missions protestantes américaines présentes au Maghreb de participer à un vaste effort visant à saper l'influence de la France pour la remplacer par celle de Washington³⁸. La France estimait mériter le soutien total des États-Unis, ses alliés, car le FLN était lié au mouvement communiste international. L'abandon de l'Algérie par la France aurait pour résultat la domination communiste sur toute l'Afrique du Nord. Allant plus loin, les Français étaient même convaincus que Washington contribuait à faire durer la guerre, dans la mesure où les rebelles pensaient que « l'Amérique était avec eux »³⁹. C'est en tout cas ce dont ils se vantaient, selon les services de renseignements français, comme Sous-telle l'avait fait savoir, dès août 1955, au consul des États-Unis à Alger, Louis Clark. Si, au contraire, ils se rendaient compte que la puissance américaine était solidement derrière la France, ils abandonneraient leur combat. Mais ce raisonnement impliquait que le FLN croyait Washington capable d'obliger Paris à accorder son indépendance à l'Algérie. Pour finir, les Français tenaient surtout obstinément à ce que l'ONU ne se saisisse pas du conflit et, en 1956,

ils comptaient une fois de plus sur Washington pour user de son influence et empêcher que le sujet fût mis à l'ordre du jour⁴⁰. C'est pourtant ce qui arriva et, même si la résolution votée se contentait d'appeler à une paix juste et démocratique, Paris en tint Washington pour responsable.

À de certains moments, Paris jugeait moins sévèrement l'attitude de Washington. C'est ainsi que Guy Mollet, en un distinguo habile, considérait que les Américains ne jouaient pas « *un double jeu* » mais « *un jeu double* » : ils ne disaient pas une chose aux Français pour en faire une autre avec les Arabes ; ils se « couvraient », en termes de jeu, soutenant la France dans ses efforts pour maintenir une sorte de relation avec l'Algérie — ce qu'ils considéraient comme la meilleure perspective — mais préparant en même temps le terrain dans l'éventualité d'un échec de la France et d'une indépendance complète de l'Algérie, auquel cas Washington devrait intervenir pour sauver la région du communisme⁴¹. Subtile casuistique, mais qui n'avait pas de quoi rassurer les partisans jusqu'au-boutistes de l'Algérie française, pas plus qu'elle n'en imposait au Quai d'Orsay. Là, on estimait plus crûment que les Américains avaient adopté une mauvaise politique, fondée sur « la séduction du nationalisme arabe », que, pour eux, non-intervention signifiait protection des citoyens et des intérêts américains, et anti-colonialisme recherche empressée de droits commerciaux pour les États-Unis, en même temps qu'on laissait sa « porte ouverte » aux nationalistes hostiles à la France. Le Quai observait encore que les organisations caritatives américaines se préoccupaient vraiment beaucoup de la situation des réfugiés algériens et des autres victimes de la guerre et il notait que les organisations algériennes nationalistes et « anti-impérialistes » avaient toute liberté d'action à New-York et que leurs dirigeants pouvaient entrer aux États-Unis et en sortir comme ils le voulaient, même lorsqu'ils voyageaient avec des passeports de complaisance fournis par d'autres pays arabes. Le Quai se plaignait aussi amèrement de ce que l'appareil de propagande des rebelles cultive

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

51

de l'insurrection
à la guerre

particulièrement l'opinion américaine et celle de l'ONU, que les diplomates du département d'État entretiennent des relations personnelles avec les dirigeants de l'insurrection algérienne, que les compagnies pétrolières américaines, anticipant la victoire du FLN, en soient déjà à demander des concessions et que les syndicats américains soutiennent l'indépendance de l'Algérie et envoient de l'aide à ses syndicats et à ceux des autres pays du Maghreb⁴². Toutes plaintes effectivement fondées.

Guy Mollet avait été nommé à Matignon en janvier 1956, après la victoire du front républicain aux élections législatives, avec un programme qui promettait de mettre en œuvre une politique libérale et d'apporter la paix en Algérie. Mollet prévoyait des réformes économiques et la reconnaissance d'une « personnalité » algérienne. Il ne pouvait être question en France d'une indépendance qu'à ce moment-là fort peu de gens, dans la classe politique, croyaient possible et souhaitable ; on peut parler d'un « consensus colonial » autour de l'idée que la perte de l'empire aurait signifié le déclin, voire la décadence de la France, idée partagée même par le PCF, fût-ce sous une forme plus nuancée⁴³. Mollet promit la tenue d'élections libres dans un système de collège unique donnant un poids égal aux Européens et aux musulmans, ainsi que la création d'institutions nouvelles, mais non encore définies, qui assureraient l'avenir des « liens indissolubles » unissant la France et l'Algérie, tout en permettant à celle-ci d'exprimer sa personnalité distincte. Il se rendit à Alger le 6 février 1956, pour une visite qui devait être le pendant de celle que Mendès France avait faite à Tunis en juillet 1954 pour y annoncer, avec beaucoup d'assurance et un bel effet, l'autonomie du protectorat. Mais Guy Mollet fut accueilli là-bas à coup de tomates et d'œufs pourris par des colons en état d'émeute. Bien qu'il n'ait pu éviter de donner cette impression, sur le moment, il n'est pas sûr du tout que Guy Mollet ait cédé à la rue et, à cause d'elle, modifié radicalement son programme.

D'après son biographe, Denis Lefèvre, Mollet n'a pas voulu limoger le général Catroux qu'il avait choisi lui-même comme gouverneur général pour faire une concession aux émeutiers. C'est Catroux, traité par les ultras de « bradeur des colonies » pour le rôle qu'il avait joué dans le rétablissement de Mohammed V sur le trône du Maroc l'année précédente, qui aurait renoncé de lui-même. Mollet proposa son poste à plusieurs fidèles de la SFIO, qui tous le refusèrent, avant de s'arrêter à Robert Lacoste qui l'accepta par discipline de parti ⁴⁴. L'intitulé du poste fut aussi modifié; Lacoste n'était pas, comme auparavant, gouverneur général mais ministre résident pour l'Algérie, comme pour souligner sa responsabilité vis-à-vis du gouvernement et son rôle de porte-parole du pouvoir politique et non pas des colons. Mais, en dépit de son titre, Lacoste, comme tous ses prédécesseurs et, en partie, à cause des conditions de sa nomination, devint rapidement le prisonnier des mêmes groupes de colons qui dirigeaient traditionnellement le territoire. Quoi qu'il en soit du détail des événements de ce mois de février 1956, on avait là ce qui, par la suite devait apparaître comme un moment déterminant du conflit algérien, préfiguration évidente, rétrospectivement, de la crise de mai 1958 et de l'effondrement du régime.

Le 28 février, Guy Mollet annonça son fameux programme en trois points, appelant les rebelles à un cessez-le-feu, à des élections et à des négociations — dans cet ordre. Le 8 mars, il demandait à l'Assemblée les pleins pouvoirs lui permettant de faire des changements en Algérie et d'imposer l'équivalent de la loi martiale, demande acceptée à une écrasante majorité, le PCF aussi accordant son soutien au président du Conseil. En juin, le chef du gouvernement entamait des pourparlers secrets avec les dirigeants rebelles, dans un vain effort pour obtenir un cessez-le-feu, et pressait en même temps Lacoste de mettre en œuvre de profondes réformes sociales. Simultanément, le nombre de soldats envoyés en Algérie recommençait à augmenter massivement, passant de 200 000 au moment de l'arrivée au pouvoir de Guy Mollet à 400 000 à la fin de l'année.

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

53

de l'insurrection
à la guerre

En même temps qu'il s'adressait à l'Otan pour obtenir une approbation formelle des transferts de troupes en Algérie, Guy Mollet se mit à demander avec insistance à Washington une déclaration officielle de soutien à la politique française, sans doute parce que pour lui, désormais, la condition mise par Dulles à une telle déclaration — l'existence d'un « programme libéral » — était remplie. Mais Washington était placé devant le même dilemme que par le passé. Murphy arrivait de Paris, où il avait constaté que l'on persistait à faire porter aux Américains la responsabilité des difficultés de la France en Algérie et plus généralement en Afrique du Nord, attitude qui s'expliquait, selon lui, par l'impuissance des dirigeants à développer, jusqu'à présent, « un programme constructif, solide, pour la région ». Les États-Unis avaient constamment soutenu Paris à l'ONU, se mettant eux-mêmes dans l'embarras à cause de la question du colonialisme, et Murphy estimait qu'il fallait changer d'attitude. Dillon au contraire, plaidait vigoureusement pour une déclaration de soutien, non à cause des réformes annoncées, qu'il ne prenait pas en compte, mais à cause de l'antiaméricanisme qui, selon lui, sévissait à Paris. Le sous-secrétaire d'État Herbert Hoover, qui n'avait jamais été un francophile, se rangea cette fois au parti de l'ambassadeur : celui-ci avait raison, estimait Hoover, il fallait agir pour contrer cette vague antiaméricaine. Mais l'affaire devait être menée prudemment, car ce ressentiment n'était pas né de la seule tourmente nord-africaine, il se nourrissait aussi de l'Indochine, de la faiblesse de la position internationale de la France, de la perte de la Sarre, rendue à l'Allemagne, et de la tendance naturelle à en vouloir à ses bienfaiteurs, sans parler, bien sûr, du « travail insidieux » du Parti communiste⁴⁵.

Le 4 février, à la veille de son malheureux déplacement à Alger, Mollet avait reçu de Dulles un câble lui disant que ses efforts pour mettre en œuvre une politique libérale avaient « la sympathie et le soutien du gouvernement américain ». Et le secrétaire d'État de préciser qu'il soutiendrait un plan abolissant le système du double collège et prévoyant la négociation d'une

solution fédérale liant l'Algérie à la France, et que, par ailleurs, les États-Unis étaient disposés à faire de nouveau pression sur l'Égypte pour qu'elle modère son soutien aux rebelles. Mais, deux jours plus tard, le consul américain à Alger informait Dulles que Mollet avait « capitulé » devant les colons, qu'il réduisait la portée de ses plans de paix et qu'il était devenu « prisonnier de la droite ». Pourtant, vu de Paris, le président du Conseil semblait continuer à aller de l'avant dans son programme libéral et le soutien américain paraissait encore plus crucial, étant donné les dimensions que prenait la crise algérienne. La première réaction de Dulles fut de refuser toute déclaration de soutien, mais ses collaborateurs le mirent en garde : il ne fallait pas oublier que Paris tendait de plus en plus à imputer ses difficultés à l'insuffisance du soutien de Washington. Le 2 mars, au moment même où la France s'adressait à l'Otan à propos de l'Algérie, Dillon envoyait un télégramme presque affolé sur l'importance du discours anti-américain en France et sur l'idée de plus en plus répandue que Washington voulait chasser la France d'Afrique du Nord. Il se disait, à Paris, que les États-Unis attendaient cyniquement, l'arme aux pieds, tandis que des Français risquaient leurs vies dans la lutte contre le communisme international. Il y avait, disait Dillon, « une dangereuse montée en puissance du sentiment anti-américain, à cause de ce que les Français croient être notre politique nord-africaine », et il prédisait une explosion en France avec de sérieuses conséquences pour l'Otan. Il citait Vincent Auriol, l'ancien président de la République, appelant les Américains à « cesser leurs intrigues » et se demandant si la France pouvait compter sur la solidarité instaurée par le Pacte atlantique⁴⁶. Dillon insistait à présent sur le fait qu'une déclaration officielle de soutien était essentielle. Tous les Français ou presque croyaient que Washington voulait que la France quitte l'Afrique du Nord. Ne pas s'opposer à cette idée causerait aux relations franco-américaines un dommage irréparable. L'ambassadeur faisait observer en outre que les Britanniques soutenaient Paris — Gladwyn Jebb avait fait une déclaration en ce sens le 6 mars — et que même le PCF était prêt à voter les pleins pouvoirs

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

55

de l'insurrection
à la guerre

à Guy Mollet dans l'espoir que cela pourrait amener à un règlement du problème. De son côté, Cabot Lodge, qui ne passait pas, lui non plus, pour un francophile, acquiesçait à l'idée que les circonstances imposaient à Washington d'assurer publiquement la France de son soutien. Mieux, les Soviétiques eux-mêmes, d'après Dillon, avaient fait savoir au Quai d'Orsay qu'ils soutenaient le maintien de la présence française en Afrique du Nord. Les alliés occidentaux de la France ne pouvaient pas faire moins. Ne rien faire, répétait Dillon, pourrait causer « des dommages catastrophiques aux relations franco-américaines ».

En fait les Soviétiques menaient activement une politique de détente avec le deuxième gouvernement dirigé par des socialistes que la France ait connu. Le 13 janvier 1956, Molotov avait dit à l'ambassadeur de France à Moscou que, pour l'URSS, l'Afrique du Nord était un problème français. Le 10 mars, le président Auriol avait déclaré au même Molotov que la rébellion algérienne représentait un « féodalisme coranique » absolument non-marxiste et qu'il était donc d'autant plus étonnant que l'opinion française voie dans le PCF un complice de cette rébellion, alors que ce qui était en jeu c'était l'avenir de la France en tant que grande puissance. La position de Molotov était embarrassante : idéologiquement, les sympathies de l'URSS allaient vers l'anticolonialisme et le nationalisme arabe, mais en même temps il reconnaissait devant Guy Mollet que l'Algérie était un problème intérieur français. Quant au PCF, il assurait que Moscou ne jouait aucun rôle dans la définition de sa politique ; de toute manière, les communistes avaient apporté leur vote au gouvernement Mollet. Au reste, estimait Auriol, il était dans l'intérêt de Moscou que la France reste en Afrique du Nord, car sinon « ce ne seraient pas les Soviétiques qui lui succéderaient ». En mai, Guy Mollet et Christian Pineau se rendirent à Moscou à la tête d'une délégation française, pour poursuivre la détente, et y reçurent un accueil très cordial, Khrouchtchev déplorant tout de même que la France fit entendre une voix bien « faible » en faveur de la paix. La question de l'Algérie fut rapidement évoquée et dans

leur communiqué final les Russes se limitèrent à un vœu pieux : que la France, animée d'un esprit libéral, trouve la solution « appropriée » à l'époque et aux peuples concernés⁴⁷.

Le problème algérien commença aussi à se trouver imbriqué dans le développement de la crise de Suez, comme on le verra au chapitre suivant. Du côté des Anglo-Saxons, les Britanniques exercèrent, entre janvier et mars 1956, des pressions considérables sur Dulles pour qu'il adopte une ligne plus dure vis-à-vis de Nasser. Celui-ci avait accepté des livraisons d'armes soviétiques et tchèques en septembre 1955 et refusé l'offre qu'Eisenhower lui avait faite d'envoyer au Moyen-Orient Robert Anderson, un homme en qui il avait toute confiance, pour tenter de régler la question arabo-israélienne. Washington avait aussi proposé de financer le barrage d'Assouan, mais, en mars 1956, Dulles finit par se rendre aux idées du Premier ministre britannique et estima qu'on ne pouvait permettre à Nasser de travailler avec les Russes et de compter en même temps sur le soutien américain — aidé peut-être aussi à prendre ses distances avec le Raïs par l'opinion des Français à son sujet⁴⁸.

Pour en revenir à la déclaration officielle de soutien à leur politique que les Français réclamaient si instamment à Washington, il fut finalement annoncé qu'elle serait faite, à Paris, par Douglas Dillon. Cette annonce, dit Pineau à Dulles, était l'une des principales raisons qui avaient décidé le gouvernement à conclure les négociations du traité établissant l'indépendance de la Tunisie, avec effet le 20 mars. Mais le protocole mettant en œuvre cette « indépendance dans l'interdépendance » n'était pas encore signé et tout pouvait être finalement remis en cause si la déclaration annoncée ne venait pas⁴⁹. Dillon fut donc enfin autorisé à faire cette déclaration. Cabot Lodge en avisa personnellement Guy Mollet. Si son gouvernement prenait officiellement position, expliqua-t-il, c'est que les Français se méprenaient sur l'attitude américaine, qui avait toujours été de soutenir entièrement la France en Afrique du Nord. Mollet lui répondit qu'il en savait gré aux États-Unis et qu'il

n'avait rien à reprocher à l'attitude du gouvernement américain lui-même. Le problème venait plutôt de certaines voix non-officielles, de la presse, avec son « anticolonialisme sans nuances », et du mouvement syndical, avec l'appui qu'il apportait aux syndicats d'Afrique du Nord. C'est de là que les Français tiraient l'impression que l'Amérique ne les soutenait pas. Allant plus loin, Guy Mollet fit observer à Cabot Lodge que l'administration de Washington n'était pas bien servie non plus au niveau de ses consulats et de son ambassade ou même, de ce point de vue, par les hommes d'affaires américains. Le président du Conseil profita de cet entretien pour demander à Washington 80 hélicoptères supplémentaires et 50 avions de reconnaissance à basse altitude, sans oublier de rappeler que la France avait également besoin du soutien de l'Otan. Le président Eisenhower, dit-il à Cabot Lodge, savait mieux que personne l'importance stratégique de l'Afrique du Nord pour la défense du monde libre, lui qui avait commandé le débarquement dans la région durant la Seconde Guerre mondiale avant d'être le commandant suprême des forces de l'Otan en Europe. Enfin, reprenant un des thèmes favoris des Français, Mollet conclut en affirmant que rien n'impressionnerait davantage Le Caire, la vraie source de la rébellion algérienne, que l'unité réalisée entre les trois puissances, France, Angleterre et États-Unis⁵⁰.

Douglas Dillon s'exprima donc, le 20 mars, devant le club de la presse anglo-saxonne. Les Français se méprenaient sur la politique américaine, déclara-t-il, les États-Unis n'avaient nulle intention de substituer leur influence à celle de la France en Afrique du Nord. Ils avaient régulièrement offert un soutien loyal à la France, coopéré étroitement avec elle dans sa politique marocaine, tunisienne et algérienne et l'avaient soutenue à l'ONU. Concrètement, le gouvernement américain était en train de lui expédier une nouvelle cargaison d'hélicoptères. Quant aux citoyens américains agissant à titre privé, ils n'étaient pas soumis au contrôle de Washington, les Français devaient le comprendre, et ce qu'ils pouvaient faire était de peu

d'importance. Les États-Unis comprenaient le caractère unique du problème algérien et ce qui le distinguait de tous les autres problèmes coloniaux dans le monde : la présence de 1 200 000 européens au milieu de huit millions de musulmans. Cette population européenne, installée là depuis le milieu du XIX^e siècle, ne connaissait pas d'autre patrie. « La France, dit l'ambassadeur, a notre profonde sympathie et notre soutien dans ses efforts pour élaborer une solution libérale à ce problème de coexistence. » Les États-Unis étaient partisans du maintien de la présence française en Algérie, ils seraient là « solidement derrière la France dans sa recherche d'une solution libérale et équitable des problèmes » qui se posaient là-bas⁵¹.

Il s'agissait là d'une déclaration soigneusement élaborée dont les mots étaient pesés. Elle ne signifiait pas que les États-Unis approuvaient la politique actuellement menée par Paris, il s'en fallait de beaucoup, mais elle devait suffire à apaiser temporairement les Français. *Le Monde* s'empara de l'événement, voyant dans les propos de l'ambassadeur la fin des illusions que les rebelles se faisaient sur le soutien américain à leur cause⁵². Il semblerait, d'après les services de renseignements français, que ç'ait été en effet le cas : dans un livre blanc préparé par le groupe des pays afro-asiatiques de l'ONU, le FLN interprétait la déclaration comme un soutien complet des États-Unis et de l'Otan à la politique française de répression en Algérie, en violation des principes et des objectifs de la charte des Nations unies⁵³. Après cette déclaration, l'ambassade de France à Washington notait de son côté une évolution favorable de l'opinion publique américaine à propos du problème algérien, et de la sympathie pour le soutien officiel de Washington à Paris ; les Américains comprenaient mieux la situation difficile des colons européens et le statut particulier de l'Algérie, partie intégrante de la France, à la différence du Maroc et de la Tunisie. *The New-York Times* présentait Robert Lacoste comme « l'un des dirigeants français les plus intelligents et les plus compétents ». Certes, notait l'ambassade, les Américains pensaient que les empires

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

59

de l'insurrection
à la guerre

coloniaux étaient à la veille de disparaître et ils regrettaient que leurs alliés français et britanniques ne réagissent pas plus élégamment aux impératifs de l'histoire, mais ils étaient de plus en plus nombreux à comprendre que les nouvelles politiques libérales menées par Londres et Paris étaient le meilleur antidote à l'influence russe dans cette partie du monde. Il était de l'intérêt de la France d'encourager ces dispositions d'esprit ⁵⁴.

Au niveau du gouvernement américain on savait bien, cependant, que la déclaration de Dillon ne pouvait être qu'un bref palliatif. Au moment même où il lui donnait ses instructions pour son intervention, Herbert Hoover, faisant écho à Dulles, disait à Dillon : « Il faut regarder les choses en face : l'attitude de fond des États-Unis sur les problèmes coloniaux est déplaisante pour les Français et il serait irréaliste de compter sur une complète compréhension mutuelle. » L'ambassadeur devait donc dire à Guy Mollet que son intervention était destinée à dissiper les doutes des Français et à les rassurer : ils pouvaient compter sur la compréhension et la sympathie des Américains. « Nous sommes très désireux d'aider la France et nous souhaitons que M. Mollet le comprenne bien. » Mais il fallait aussi lui rappeler qu'à ce stade « le programme français n'[était] toujours pas connu » de Washington ⁵⁵.

Comme prévu, la déclaration de Dillon permit une courte lune de miel entre Paris et Washington, mais, vu qu'elle était loin d'exprimer tout le soutien que la France s'estimait en droit d'attendre des États-Unis, dès l'automne les relations entre les deux pays s'étaient de nouveau dégradées. Ainsi le consul américain à Lyon notait que certains milieux trouvaient la déclaration de Dillon insuffisante et pas très convaincante ⁵⁶, tandis qu'à Alger, Lacoste accusait Clark de jouer un « double jeu » et lui répétait que les États-Unis ne soutenaient pas vraiment la France, se référant cette fois à des responsables américains qui admettaient en privé qu'en dépit des déclarations officielles il en allait bien ainsi. Le discours de Dillon avait été bon, notait

Clark, mais il ne suffisait pas à convaincre les militaires que les Américains étaient à leurs côtés. Lors d'un débat au Conseil de la République, Michel Debré, le futur Premier ministre de De Gaulle, s'en prit violemment aux Américains « invariablement hostiles » à la politique française en Algérie, un thème sur lequel il ne devait cesser de broder jusqu'à la fin de la guerre. En juillet, Douglas Dillon rencontra Guy Mollet pour se plaindre de la froideur et de la méfiance d'une majorité de collaborateurs de Lacoste envers les responsables américains. À quoi Mollet répondit qu'il avait à se plaindre, lui, d'Irving Brown et de certains autres citoyens américains arrivés à Alger qui faisaient un tour dans la région pour des raisons qui n'étaient « pas claires »⁵⁷. Les dépêches américaines de cette période montrent que les États-Unis ne croyaient guère aux prétendus succès de la « pacification ». Le général Charles P. Campbell, directeur adjoint des renseignements de la CIA, déclarait ainsi franchement devant le NSC que, tout au contraire, les tentatives françaises dans ce domaine avaient échoué. La rébellion n'était pas brisée, 20 000 combattants déterminés continuaient leurs opérations et le nouveau statut prévu par Guy Mollet avait toute chance d'être rejeté aussi bien par les Arabes que par la population européenne de l'Algérie.

Lacoste connaissait les dispositions des Américains et, selon Clark, il « ne manquait jamais une occasion de faire une remarque blessante pour les États-Unis »⁵⁸. Il alla même plus loin, expulsant Irving Brown d'Algérie. Pourtant Brown était un anticommuniste convaincu qui avait versé des milliers voire des millions de dollars aux syndicats non-communistes, au début de la guerre froide, en particulier à FO, qu'il avait aidée à réaliser la scission avec la CGT. Mais il avait le défaut d'être aussi anticolonialiste et, avec son Comité international des syndicats libres (IFTUC), d'avoir entrepris d'organiser des syndicats au Maroc, en Tunisie et maintenant en Algérie, ce dont la France ne voulait pas⁵⁹. Brown et son IFTUC auraient mieux fait, observa Lacoste, de se préoccuper de la condition des Noirs américains dans les États

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

61

de l'insurrection
à la guerre

du Sud⁶⁰. Dillon protesta, il envoya à Lacoste une documentation (dont on se demande d'ailleurs ce qu'elle pouvait contenir) sur les conditions de travail dans ces États et à Porto Rico, et lui arracha des excuses.

Brown était parti, mais Clark restait là, attentivement observé par les Français, tout comme son équipe de cinq consuls et deux vice-consuls. Les Français pensaient qu'ils avaient tous été en relation avec les mouvements nationalistes avant le début de la rébellion — même si leur attitude actuelle était jugée correcte. Mais, pour Paris, leur prudence, ajoutée à une neutralité jugée, elle, équivoque, venait seulement du souci de préserver l'Alliance atlantique⁶¹. Étant donné l'espèce de paranoïa dont la France était alors atteinte, on n'est guère étonné de ce que rapporte Robert Buron, savoir que quelques personnes haut placées imaginaient alors sérieusement l'arrivée au pouvoir, au nom d'une « rénovation politique », d'une alliance militaro-progressiste ayant pour objectif de conserver l'Algérie. L'armée adopterait une position antiaméricaine qui favoriserait un rapprochement avec l'URSS, l'extrême gauche étant censée accepter un changement de régime et une politique de fermeté en Algérie, en échange de progrès sociaux en métropole. Et de Gaulle couvrirait toute l'opération. Si de telles élucubrations étaient possibles, à l'été et à l'automne 1956, c'est que la crise algérienne commençait de se trouver, pour un temps, imbriquée dans une autre et même éclipsée par elle : on en était au début de l'affaire de Suez, nouvelle et sérieuse occasion de divergence, voire d'affrontement, entre Paris et Washington.

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

62

de l'insurrection
à la guerre

bibliographie

Cette bibliographie ne prétend pas être exhaustive. Il s'agit seulement des archives et des sources publiées que j'ai utilisées et des livres publiés et des articles que j'ai trouvés les plus utiles à la rédaction de cette étude.

Sources primaires

National Archives and Records Service, Washington, D.C. (NA)

Archives du ministère des Affaires étrangères, Quai d'Orsay, Paris, France. (MAE)

Archives de l'histoire des armées, ministère de la Défense Nationale, Château de Vincennes, Paris. (AA)

Archives d'histoire d'Outre-Mer, Aix-en-Provence, France. (AOM)

Archives nationales, Paris, France. (AN).

Dwight D. Eisenhower Library, Abilene, Kansas. (DDE)

John Foster Dulles Papers, Mudd Library, Princeton University

Oral History Project, Columbia University

Sources diplomatiques publiées

Foreign Relations of the United States, 1954-1962. (FRUS)

Documents diplomatiques français, 1954-1962. (DDF)

Mémoires et sources secondaires

Abbas, Ferhat. *Autopsie d'une guerre: l'aurore*. Paris: Garnier Frères, 1980.

Ageron, Charles-Robert. *Modern Algeria: A History from 1830 to the Present*. Translated by Michael Brett. London: Hurst and Co., 1991.

Ageron, Charles-Robert. *La décolonisation française*. Paris: Armand Colin, 1994.

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

445

bibliographie

- Ageron, Charles-Robert. «Les Accords d'Évian (1962).» *Vingtième Siècle*: 35 (juillet-septembre 1992), p. 3-16.
- Alphand, Hervé. *L'étonnement d'être: Journal 1939-1973*. Paris: Fayard, 1977.
- Alwan, Mohamed. *Algeria Before The United Nations*. New York: Robert Speller & Sons, 1959.
- Ambler, John Steward. *The French Army in Politics, 1945-1962*. Columbus: Ohio State University Press, 1966.
- Andereggen, Anton. *France's Relationship with Sub-Saharan Africa*. Westport, Ct.: Greenwood Press, 1994.
- Andrews, William G. *French Politics and Algeria*. New York: Appleton Century-Crofts, 1962.
- Aron, Raymond. *Mémoires*. Paris: Julliard, 1983.
- Barkaoui, Miloud. «Kennedy and the Cold War Imbroglio: the case of Algerian independence.» *Arab Studies Quarterly*, vol. 21, N. 2 (Spring 1999).
- Barnavi, Elie, et Friedlander, Saul, ed. *La politique étrangère du Général de Gaulle*. Paris: Presses Universitaires de France, 1985.
- Betts, Raymond. *France and Decolonization, 1900-1960*. New York: St. Martin's Press, 1991.
- Bonin, Hubert. *Histoire économique de la IV^e République*. Paris: Economica, 1987.
- Bossuat, Gérard. *L'Europe des Français: La IV^e République aux sources de l'Europe communautaire*. Paris: Publications de la Sorbonne, 1996.
- Bossuat, Gérard et Bitsch, Marie-Thérèse, ed. *L'Europe unie et l'Afrique: De l'idée d'Eurafrrique à la Convention de Lomé I*. Bruxelles: Nomos Verlag, 2005.
- Bourdrel, Philippe. *La Dernière chance de l'Algérie française: Du gouvernement socialiste au retour de De Gaulle, 1956-1958*. Paris: Albin Michel, 1996.
- Bozo, Frédéric. *Deux Stratégies pour l'Europe: de Gaulle, les États-Unis, et l'Alliance Atlantique, 1959-1969*. Paris: Plon, 1996.
- Brands, H. W. *The Specter of Neutralism: The United States and the Emergence of the Third World, 1947-1960*. New York: Columbia University Press, 1989.
- Bromberger, Merry et Serge. *Les 13 complots du 13 mai ou la délivrance de Gulliver*. Paris: Fayard, 1959.

- Brown, L. Carl. «The United States and the Maghreb.» *The Middle East Journal*, 30, 3 (Summer 1976), p. 273-290.
- Burin des Roziers, Étienne. *Retour aux sources : 1962, l'année décisive*. Paris : Plon, 1986.
- Buron, Robert. *Les Dernières années de la IV^e République : Carnets politiques*. Paris : Plon, 1968.
- Carleton, David. *Britain and the Suez Crisis*. Oxford : Blackwell, 1988.
- Cerny, Philip. *The Politics of Grandeur : Ideological Aspects of de Gaulle's Foreign Policy*. New York : Cambridge University Press, 1980.
- Chaban-Delmas, Jacques. *Mémoires pour demain*. Paris : Flammarion, 1997.
- Clayton, Anthony. *The Wars of French Decolonization*. London : Longman, 1994.
- Cogan, Charles C. *Oldest Allies, Guarded Friends : The U.S. and France Since 1940*. Westport, Ct. : Praeger, 1994.
- Cointet, Michele. *De Gaulle et l'Algérie Française, 1958-1962*. Paris : Librairie Académique Perrin, 1995.
- Connelly, Matthew. *A Diplomatic Revolution : Algeria's Fight for Independence and the Origins of the Post-Cold War Era*. New York : Oxford University Press, 2002.
- Connelly, Matthew. «French-American Conflict over North Africa and the Fall of the French Republic.» *Revue française d'histoire d'Outre-Mer* (1997).
- Costigliola, Frank. *France and the United States : The Cold Alliance since World War II*. New York : Twayne Publishers, 1992.
- Courrière, Yves. *La Guerre d'Algérie, 1954-1957* (Paris : Fayard, 1990).
- Couve de Murville, Maurice. *Une Politique étrangère, 1958-1969*. Paris : Plon, 1971.
- Crosbie, Sylvia K. *A Tacit Alliance : France and Israel from Suez to the Six Day War*. Princeton, Princeton University Press, 1974.
- Daniel, Jean. *De Gaulle et l'Algérie*. Paris : Seuil, 1986.
- Dayan, Moshe. *The Story of My Life*. London : Weidenfeld and Nicolson, 1976.
- Debré, Michel. *Gouverner : Mémoires, 1958-1962*. Paris : Albin Michel, 1988.
- Debré, Michel. *Trois Républiques pour une France : Mémoires, II, 1946-1958, Agir*. Paris : Albin Michel, 1988.
- De Gaulle, Charles. *Memoirs of Hope : Renewal and Endeavor*. New York : Simon and Schuster, 1971.

- De Gaulle et le Tiers Monde : Actes du Colloque organisé par la Faculté de Droit et des Sciences Économiques et l'Institut du Droit de la Paix et du Développement de l'université de Nice et l'institut Charles-de-Gaulle, Nice, 25-26 février, 1983.* Paris : A Pedone, 1983.
- De Gaulle en son siècle : actes des Journées internationales tenue à l'Unesco, Paris, 19-24 novembre 1990.* Institut Charles-de-Gaulle. Paris : La Documentation française, Plon, 1991-1992. 5 volumes.
- De La Gorce, Paul-Marie. *Apogée et mort de la IV^e République, 1952-1958.* Paris : Bernard Grasset, 1979.
- De La Gorce, Paul-Marie. *La Guerre et l'Atome.* Paris : Plon, 1985.
- Dine, Philip. *Images of the Algerian War: French Fiction and Film, 1954-1962.* Oxford : The Clarendon Press, 1994.
- Droz, Bernard et Lever, Evelyn. *Histoire de la guerre d'Algérie.* Paris : Seuil, 1982.
- Dulac, André. *Nos Guerres perdues.* Paris : Fayard, 1969.
- El Machat, Samya. *Tunisie : Les Chemins vers l'indépendance (1945-1956).* Paris : L'Harmattan, 1992.
- El Machat, Samya. *Les États-Unis et l'Algérie : De la méconnaissance à la reconnaissance, 1945-1962.* Paris : L'Harmattan, 1996.
- El Machat, Samya. *Les États-Unis et le Maroc : le choix stratégique, 1945-1959.* Paris : L'Harmattan, 1996.
- El Machat, Samya. *Les États-Unis et la Tunisie : de l'ambiguïté à l'entente, 1945-1959.* Paris : L'Harmattan, 1996.
- Elgey, Georgette. *Histoire de la IV^e République : La République des Tourments, Tome 2, 1954-1959.* Malentendu et Passion. Paris : Fayard, 1997.
- Elgey, Georgette. *La République des Tourments 1954-1959. Tome 1.* Paris : Fayard, 1992.
- Evans, Martin. *The Memory of Resistance: French Opposition to the Algerian War, 1954-1962.* Oxford, Berg Publishers, 1997.
- La France et l'Otan, actes du colloque tenu à l'École militaire, 8, 9, et 10 février 1996.* Sous la direction de Vaïsse, Maurice, Melandri, Pierre et Bozo, Frédéric. Centre de l'histoire de la Défense nationale, Brussels : Éditions Complexe, 1996.
- Fleury, Georges. *La Guerre en Algérie.* Paris : Plon, 1993.
- Foccart Parle. Entretien avec Philippe Gaillard.* Paris : Fayard/Jeune Afrique, 1995. (Jacques Foccart).

index

Cet index recense les pages 5 à 412.
Le Général de Gaulle y étant cité
à de très nombreuses reprises,
nous avons donc omis cette entrée.

a

- Abbas**, Ferhat 31, 34
Achilles, Theodore 40-41, 135
Adenauer, Konrad 45, 107-108, 123,
126, 235, 251, 258, 263, 266
Allard, général 211
Alphand, Hervé 79-81, 96-98,
138-140, 147, 152, 171-172,
176, 179, 186, 190, 199,
201, 204, 214, 224-225,
236-237, 253-263, 270, 276,
318, 326, 345-352, 358
Alsop, Joseph 357
Amanrich, Gérard 280
Anderson, Robert 57
Aron, Raymond 246
Auriol, Vincent 55-56

b

- Ball**, George 379, 384
Beaufre, général André 75
Beeley, Harold 183, 191-202, 206

- Bénard**, Armand 149
Ben Barka, Mehdi 137
Ben Bella, Ahmed 5, 7, 35, 87-96,
100, 135, 146, 253, 313, 321,
355-356, 376, 392-393
Ben Gourion, David 81-82, 368
Ben Khedda, Youssef 371-372
Beuve-Méry, Hubert 217
Bidault, Georges 210, 214, 257
Billotte, général Pierre 216, 231
Bohlen, Charles 340, 383-384
Bonnier de la Chapelle,
Fernand 82
Boulganine, Nikolai 97, 126
Boulharouf, Taïeb 340
Boumanjel, Ahmed 188, 195,
226-227, 354
Bourgès-Maunoury, Maurice
20, 64-65, 81, 126, 133,
137-142, 151, 240
Bourguiba, Habib 74, 88-90,
92, 115-116, 147-152
Bourguiba, Habib Junior 90
Boussouf, Mohammed 355
Bowie, Robert 337
Brentano, Heinrich von 202
Brown, Irving 42, 50, 61-62, 100

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

457

index

Buchalet, général Albert 163-164
Bundy, McGeorge 383
Burke, amiral Arleigh 71
Buron, Robert 62, 223

C

Caccia, Sir Harold 235, 258
Caffery, Jefferson 41
Catroux, général Georges 53, 248
Chaban-Delmas, Jacques 7, 86,
127, 166-170, 174, 177,
211, 217, 221, 352
Challe, général Maurice 77, 81,
243-245, 283-284, 357-360
Chanderli, Abdelkader 253-255,
278, 373
Chaussade, Pierre 89, 177
Chauvel, Jean 70-71
Chérif, Mahmoud 188
Clarke, Louis 176-177, 205
Commin, Pierre 91
Coty, René 103, 211, 216-217,
223, 225, 231, 235
Couve de Murville, Maurice
70, 205, 246, 255-256,
262-263, 270, 315, 318,
334-335, 340, 347-348,
355, 368, 370, 382-383

d

Daridan, Jean 218
Darlan, amiral François 82
Dayan, Moshé 75, 81-82
Debré, Michel 61, 103, 136-137, 187,
211, 221-222, 267-289, 320,
329, 345-346, 354, 367, 394
Dejean, ambassadeur Maurice 69, 78
Delbecque, Léon 211, 216, 228
Delouvrier, Paul 364
Devinat, Paul 101, 209
Dillon, Douglas 41-44, 54-62,
68-87, 96-97, 101-103,
102-103, 107-109, 121,
126, 133, 135, 182, 203,
221, 223, 282, 391
Dulles, Allen 49, 71, 103, 137,
225, 246, 358-359
Dulles, John Foster 6, 12, 32-33,
36-42, 47-49, 54-55, 57,
60, 69-86, 92, 95-96,
99-101, 108, 118, 121, 123,
134, 138-141, 144-149,
151-154, 158, 163, 167, 168,
171-173, 175-206, 217-219,
221-228, 231, 236, 238, 248,
250-252, 258-261, 266-267,
273, 277, 393, 405

e

Eden, Anthony 68, 70, 72,
74, 76, 108
Eisenhower, Dwight D. 6, 12, 33,
36, 39, 47, 50, 57-58, 71,
76, 80-87, 90, 92, 95-97,
100-103, 106-108, 122-123,
129, 133, 137, 152, 155,
178, 187, 190, 196-202,
206, 207, 209, 236, 238,
248-249, 255-256, 258,
271-275, 278-290, 310,
314-320, 326-330, 332-338,
341-342, 344, 349, 361,
390, 393, 398, 404, 409

Elbrick, Charles Burcke 172,
180, 233, 257

Ély, général Paul 81, 123,
170, 187, 211

Erhard, Ludwig 308

f

Fanon, Franz Omar 358

Farès, Abderrahmane 248, 312

Faure, Edgar 20, 36, 41-43,
106, 214, 377

Faure, Maurice 214

Fawzi, Mahmoud 85

Foccart, Jacques 211, 221, 232, 301

Fouchet, Christian 307, 374

Francis, Ahmed 91, 253

Frandon, général 89

Frey, Roger 136

g

Gaillard, Félix 11, 20, 141, 144-145,
150-155, 163-164, 169-171,
175, 177-178, 188-190,
193-194, 197-205, 208-210,
240-242, 247, 393

Gaitskell, Hugh 109

Gavin, général James 349, 359,
362, 372-373, 377-381

Giraud, général Henri 187

Glubb, Sir John Bagot
(Glubb Pacha) 68

Gorse, George 162, 252

Gruenther, général Alfred 44, 94

h

Hadj, Messali 31, 34, 130, 133

Harriman, Averell 351, 352, 354

Hayter, William 184

Herbaut, Pierre 91

Herter, Christian 100, 138, 147,
179-180, 186-187, 204,
233, 246, 266, 270,

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

459

index

273-275, 279, 287, 316-317,
318, 320, 326-328, 332,
335-336, 341, 361

Higgins, Marguerite 236

Holmes, Julius C. 42, 181,
190, 194, 337

Hoover, Herbert Jr. 54, 60,
71, 79, 97, 99

Houghton, Amory 133, 138,
140, 142, 147, 167-168,
177-178, 183, 189, 198,
201, 209, 225, 271, 278

Houphouët-Boigny, Félix 305

Humphrey, George M. 141

Humphrey, Hubert 180, 277

Hussein, roi de Jordanie 68

Hussein, Saddam 405, 408

J

James, Michael 253

Jandrey, Frank 246

Jebb, Gladwyn 55, 136-137, 145,
151, 153, 168, 183, 193,
199, 206, 214-216, 235,
238, 248, 269, 302

Johnson, Lyndon B. 376, 384

Jones, G. Lewis 148-149, 162-163,
176, 179, 193, 197, 276

Jouhaud, général Edmond 169-170,
173, 211, 242, 357

Joxe, Louis 87, 139, 142, 177,
189, 201, 206, 272,
340, 365-367

Juin, général Alphonse 101-102, 234

K

Kaplan, Jacob 142

Kennedy, John F. 138-140, 207, 277,
338, 340, 344-345, 348-352,
359-362, 370, 372-374,
377-378, 380-383, 397-398

Khider, Mohammed 87-88

Khrouchtchev, Nikita 56,
69, 97, 319-320

Kohler, Foy 317, 344

Kohn, Hans 253

Krim, Belkacem 161, 188,
366-367, 371, 373

L

Lacoste, Robert 53, 59-62, 66-67,
89-90, 94, 102, 113, 125,
136, 138, 159, 167-168,
170, 177-178, 201,
210, 212, 218, 242

Ladgham, Bahi 161, 192

Lalouette, Roger 90

Lecanuet, Jean 217-218, 222, 229-231
Le Pen, Jean-Marie 175
Lloyd, Selwyn 48, 70, 77-78,
82-83, 84-86, 92, 152
Lodge, Henri Cabot 44, 56-58, 97,
99, 114, 133, 226, 280
Looran, Matthew 94, 195, 268
Loth, général 165-166, 169, 173
Luns, Joseph 203
Lyon, Cecil 234, 280-281
Lyon, Frederick 228, 230

m

Macmillan, Harold 22, 70, 76,
80, 153-154, 184, 199, 235,
240, 249, 255, 258-260,
287, 289, 316, 320, 326,
333-334, 346-347
Makins, ambassadeur Sir Roger 80
Malek, Redha 359
Malraux, André 380-381
Mangin, Louis 65
Massu, général Jacques 113,
228, 230, 242
McBride, Robert 118
McNamara, Robert 378, 383
Meir, Golda 81

Mendès France, Pierre 20, 22-23,
35-36, 39-41, 52, 105-106,
136, 245, 319, 389, 398, 405
Menziès, Robert Gordon 74-75
Merchant, Livingston 99, 202,
265-266, 268, 273,
275-276, 279, 326, 333-334
Michelet, Edmond 220, 394
Mikoyan, Anastas 79
Moch, Jules 230
Mohammed V, sultan 34, 53, 69, 74,
88-92, 115, 117, 138, 160,
247-248, 355-356, 376, 389
Mollet, Guy 20, 45, 51-61, 64-68,
72-73, 82, 90-94, 97,
100-109, 113, 118, 121,
124-136, 212, 218, 222,
224, 253, 304, 391-393
Molotov, Vyacheslav 56
Monnet, Jean 104, 134
Morice, André 114, 211
Murphy, Robert 43, 54, 70-74,
90-91, 97-100, 137, 142,
183, 187-206, 208, 226, 230

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

461

index

n

- Nasser**, Gamal Abdel 37, 57, 63-79,
82, 88, 97-100, 107-109,
130, 135, 158, 171, 190,
208, 254, 340, 391, 405
- Nixon**, Richard 376
- Norstad**, général Lauris 237,
281, 317, 337

o

- Olié**, général Jean 371
- Ouamrane**, Omar 161

p

- Parodi**, Alexandre 45-46
- Peyrefitte**, Alain 295, 298-299,
304, 342, 367-368
- Pfimlin**, Pierre 20, 103, 155,
211-235, 242
- Pinay**, Antoine 41, 43, 214,
218, 222, 224
- Pineau**, Christian 46, 48, 56-57,
65, 68, 70, 73-74, 76-78,
81-87, 95, 98, 104, 108,
118, 121, 123, 134, 140,
155, 167-168, 176-179,
186, 194, 198-204
- Pleven**, René 103, 211-216,
229, 239, 247

- Pompidou**, Georges 341, 353
- Poniatowski**, Michel 216, 229-230
- Porter**, William 254
- Poujade**, Pierre 175
- Powers**, Thomas 358

q

- Quénard**, général 177

r

- Rachid**, Abdelaziz 139
- Radford**, amiral Arthur 76, 123
- Roosevelt**, Franklin D. 388
- Rusk**, Dean 344-345, 347,
350-352, 358, 368-370,
377-379, 382-383

s

- Salan**, général Raoul 165-166,
173-174, 217, 223,
227-230, 242, 357
- Sanguinetti**, Alexandre 357
- Sartre**, Jean-Paul 341
- Satterthwaite**, Joseph 280,
318, 337, 342
- Savary**, Alain 92-94, 102, 135-136
- Schuman**, Robert 185, 214
- Schumann**, Maurice 231-232
- Senghor**, Léopold Sédar 305

Servan-Schreiber, Jean-Jacques 133
Simon, Pierre-Henri 133
Slim, Mongi 90-91, 178
Smith, Gerard C. 260
Soustelle, Jacques 35, 50, 66-67, 141,
211, 218, 224, 230, 242, 249
Spaak, Paul-Henri 146, 258,
315, 338, 384
Sternberg, colonel 220
Stevenson, Adlai 372
Strauss, amiral Lewis 122
Strauss, Franz-Josef 126-127
Sulzberger, Cyrus Leo 231, 358

t

Talbot, John 301
Taylor, Maxwell 377
Teitgen, Paul 169, 177
Terrenoire, Louis 301
Thomas, Abel 64-65
Touré, Sekou 286
Tournet, Henri 220, 232-233, 394
Triboulet, Raymond 305
Tricot, Bernard 303
Twining, général Nathan 315-316
Tyler, William 41

V

Valluy, général Jean-Étienne 47-48
Vinogradov, Alexandre 351, 369

W

Walmsley, Walter 355, 373
Walter, Vernon 288
Weygand, général Maxime 101
Wilcox, Francis 139

Y

Yazid, Mohammed 91-92, 225-227,
253-254, 278, 318, 355
Yost, Charles W. 107-108, 268
Young, Sir G. 155
Youssef, Salah Ben 115

Z

Zeller, général André 357

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

463

index

table des illustrations

Carte de l'Algérie pendant la domination française 18

Philippeville : cadavres des victimes des émeutes alignés à l'extérieur du stade, après les affrontements sanglants du 22 août 1955 entre nationalistes et troupes françaises. Le 23, les forces françaises lançaient des actions de représailles de grande ampleur contre les rebelles, dans les villages et les djebels. Bilan des émeutes et des représailles : environ un millier de morts (photo et légende AP). 36

Les États-Unis
et la guerre
d'Algérie

Guy Mollet en compagnie de Dwight Eisenhower, à l'occasion de sa visite aux États-Unis en février 1957 (photo et légende AP). 128

464

historiographie

Alger, le 16 mai 1958 : 40 000 personnes environ manifestent sur le Forum pour soutenir l'armée et réclamer le retour du Général de Gaulle (photo et légende AP). 213

Mai 1961 : pour montrer sa « bonne volonté », au début des pourparlers d'Évian, la France libérait les rebelles emprisonnés. Ici, des fellaghas quittent le camp de Medjana, dans le Constantinois (photo et légende AP). 353

éditions Soleb

5 rue Guy-de-la-Brosse, 75005 Paris
www.soleb.com — livres@soleb.com
version imprimée, octobre 2006

ISBN 2-9523726-1-6

version numérique, avril 2013

ISBN 978-2-918157-11-3

conception graphique Thierry Sarfis,
réalisation Olivier Cabon,

Ouvrage publié
avec le concours
du centre national
du Livre.

éditions Soleb

5 rue Guy-de-la-Brosse

75005 Paris

www.soleb.com

livres@soleb.com

Ce livre bouscule notre vision de la guerre d'Algérie, des rapports franco-américains de l'époque et du général de Gaulle. Les États-Unis, qui cessent de soutenir la IV^e République en raison de son incapacité à résoudre la crise algérienne, accueillent favorablement l'arrivée au pouvoir du Général en 1958. Mais, souligne Irwin Wall, de Gaulle ne se résout que fin 1959 à accorder l'indépendance à l'Algérie, tout en cherchant à la maintenir étroitement associée à la France, et c'est largement sous la pression des Américains qu'il en vient à accepter l'autodétermination. Pour de Gaulle comme pour ses prédécesseurs, la puissance de la France repose en grande partie sur le maintien de son influence en Afrique du Nord. Confortant sa position au sein de la Communauté européenne, elle-même adossée à un ensemble fédéral « eurafricain », cette influence semble essentielle aux yeux de De Gaulle pour accéder à un « directoire tripartite » au côté de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Dans cette perspective, l'indépendance algérienne s'avère non pas un succès mais un échec de l'homme du 18 juin, qui se verra contraint de changer de politique étrangère après 1962. Ces points de vue seront certainement discutés, mais le traitement magistral que fait Irwin Wall de l'abondante documentation qu'il a réunie emporte la conviction.

éditions Soleb,
collection « études
contemporaines »
ISSN 1953-9118

version imprimée
octobre 2006
ISBN 2-9523726-1-6
29 euros

version numérique
avril 2013
ISBN 978-2-918157-11-3
9,99 euros

9,99 euros



ISBN 978-2-918157-11-3

éditions Soleb

5 rue Guy-de-la-Brosse
75005 Paris

www.soleb.com, livres@soleb.com